

**No. 36596**

---

**France  
and  
Ukraine**

**Convention between the Government of the French Republic and the Government of Ukraine for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and capital (with protocol). Paris, 31 January 1997**

**Entry into force:** *1 November 1999, in accordance with article 30*

**Authentic texts:** *French and Ukrainian*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 26 April 2000*

---

**France  
et  
Ukraine**

**Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec protocole). Paris, 31 janvier 1997**

**Entrée en vigueur :** *1er novembre 1999, conformément à l'article 30*

**Textes authentiques :** *français et ukrainien*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 26 avril 2000*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE L'UKRAINE EN VUE  
D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION  
ET LA FRAUDE FISCALES EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU  
ET SUR LA FORTUNE

Le Gouvernement de la République française

et

le Gouvernement de l'Ukraine,

Désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et confirmant leur souhait de développer et d'approfondir leurs relations économiques mutuelles, sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1er. Personnes concernées*

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

*Article 2. Impôts visés*

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les taxes sur le montant global des salaires payés par les employeurs, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :

a) en ce qui concerne la France :

- i) l'impôt sur le revenu;
- ii) l'impôt sur les sociétés;
- iii) la taxe sur les salaires;
- iv) l'impôt de solidarité sur la fortune

(ci-après dénommés "impôt français");

b) en ce qui concerne l'Ukraine :

- i) l'impôt sur les bénéfices des entreprises;
- ii) l'impôt sur les revenus des citoyens;

- iii) l'impôt sur la fortune des entreprises;
  - iv) l'impôt sur la fortune des citoyens
- (ci-après dénommés "impôt ukrainien").

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

### *Article 3. Définitions générales*

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) le terme "France" désigne les départements européens et d'outre-mer de la République française, y compris la mer territoriale, et au-delà de celle-ci les zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la République française a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes;

b) le terme "Ukraine" désigne, dans son acception géographique, le territoire de l'Ukraine, son plateau continental et sa zone économique exclusive en mer, y compris toute zone, située au-delà de la mer territoriale de l'Ukraine, qui en conformité avec le droit international est ou pourra être désignée comme une zone sur laquelle l'Ukraine peut exercer des droits relatifs au lit de la mer, au sous-sol marin et à leurs ressources naturelles;

c) les expressions "Etat contractant" et "autre Etat contractant" désignent, suivant les cas, la France ou l'Ukraine;

d) l'expression "subdivisions politiques" désigne les subdivisions politiques de l'Ukraine;

e) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;

f) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée, aux fins d'imposition, comme une personne morale;

g) les expressions "entreprise d'un Etat contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;

h) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;

i) l'expression "autorité compétente" désigne, dans le cas de la France, le ministre chargé du budget ou son représentant autorisé; et dans le cas de l'Ukraine, le ministre des finances ou son représentant autorisé.

2. Pour l'application de la Convention par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a le sens que lui attribue le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention. Le sens attribué à un terme ou expression par le droit

fiscal de cet Etat prévaut sur le sens attribué à ce terme ou expression par les autres branches du droit de cet Etat.

#### *Article 4. Résident*

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, de son siège social, ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

- a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
- b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité;
- d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

4. L'expression "résident d'un Etat contractant" comprend :

- a) cet Etat, ses subdivisions politiques et ses collectivités locales, ainsi que leurs personnes morales de droit public; et
- b) lorsque cet Etat est la France, les sociétés de personnes et les groupements de personnes dont le siège de direction effective est situé en France et dont les associés ou autres membres y sont personnellement soumis à l'impôt pour leur part des bénéfices en application de la législation interne française, que ces bénéfices soient distribués ou non.

#### *Article 5. Etablissement stable*

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment :
  - a) un siège de direction,
  - b) une succursale,
  - c) un bureau,
  - d) une usine,
  - e) un atelier,
  - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles, et
  - g) une installation fixe utilisée comme point de vente.
3.
  - a) Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.
  - b) Une installation ou structure utilisée pour l'exploration de ressources naturelles ne constitue un établissement stable que si la durée de cette utilisation dépasse six mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent Article , on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :
  - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
  - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
  - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
  - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
  - e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
  - f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a à e, à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 - agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

#### *Article 6. Revenus immobiliers*

1. Les revenus provenant de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

5. Lorsque des actions, parts ou autres droits dans une société, une fiducie ou une institution comparable donnent la jouissance de biens immobiliers situés dans un Etat contractant et détenus par cette société, fiducie ou institution comparable, les revenus provenant de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de ce droit de jouissance sont imposables dans cet Etat nonobstant les dispositions des Articles 7 et 14.

#### *Article 7. Bénéfices des entreprises*

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exer-

çant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs. Toutefois, aucune déduction n'est admise pour les sommes qui seraient, le cas échéant, versées (à d'autres titres que le remboursement de frais encourus) par l'établissement stable au siège de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses autres établissements, comme redevances telles qu'elles sont définies à l'Article 12, ou comme commission pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme intérêts, tels qu'ils sont définis à l'Article 11, sur des sommes prêtées à l'établissement stable. De même, il n'est pas tenu compte, dans le calcul des bénéfices d'un établissement stable, des sommes (autres que le remboursement des frais encourus) portées par l'établissement stable au débit du siège de l'entreprise ou de l'un quelconque de ses autres établissements comme redevances telles qu'elles sont définies à l'Article 12, ou comme commission pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme intérêts tels qu'ils sont définis à l'Article 11, sur des sommes prêtées au siège de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses autres établissements.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent Article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents du présent Article, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres Articles de la présente Convention, les dispositions de ces Articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent Article.

#### *Article 8. Navigation maritime et aérienne*

1. Les bénéfices qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Pour l'application des dispositions du présent Article, les bénéfices tirés de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs comprennent :

- a) les bénéfices tirés de la location coque nue de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international; et

- b) les bénéfices tirés de l'utilisation, de l'entretien ou de la location de conteneurs (ainsi que des remorques et équipements connexes pour le transport de conteneurs) utilisés pour le transport de marchandises ou de produits en trafic international,

lorsque la location coque nue de navires ou d'aéronefs, ou l'utilisation, l'entretien ou la location de conteneurs, selon le cas, est accessoire à l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs.

3. Les bénéfices visés au paragraphe 1 qui reviennent à une entreprise d'un Etat contractant au titre de sa participation à un groupement (pool), une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation ne sont imposables que dans cet Etat.

#### *Article 9. Entreprises associées*

1. Lorsque :

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices s'il estime que cet ajustement est justifié. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

#### *Article 10. Dividendes*

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat mais si leur bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :



- a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui détient directement ou indirectement au moins :
  - i) 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes, lorsque celle-ci est un résident de France;
  - ii) 20 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes lorsque celle-ci est un résident d'Ukraine;
- b) 15 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si une ou plusieurs sociétés qui sont des résidents de cet autre Etat sont les bénéficiaires effectifs de ces dividendes et si :

- a) cette société ou l'ensemble de ces sociétés détiennent, directement ou indirectement, au moins 50 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes, et le montant total de leurs investissements dans cette société n'est pas inférieur à 5 millions de francs français ou l'équivalent en devise ukrainienne; ou
- b) leurs investissements dans la société qui paie les dividendes est garanti ou assuré par l'autre Etat, sa banque centrale, ou toute personne agissant pour le compte de cet autre Etat.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

- 4. a) Un résident d'Ukraine qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France, dividendes dont il est le bénéficiaire effectif et qui donneraient droit à un crédit d'impôt ("avoir fiscal") s'ils étaient reçus par un résident de France, a droit à un paiement du Trésor français d'un montant égal à ce crédit d'impôt ("avoir fiscal"), sous réserve de la déduction de l'impôt prévu au b du paragraphe 2.
- b) Les dispositions du a ne s'appliquent qu'à un résident d'Ukraine qui est :
  - i) une personne physique, ou
  - ii) une société qui ne détient pas, directement ou indirectement, au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes.
- c) Les dispositions du a ne s'appliquent que si le bénéficiaire effectif des dividendes :
  - i) est soumis à l'impôt ukrainien au taux normal à raison de ces dividendes et du paiement du Trésor français; et
  - ii) justifie, lorsque l'administration fiscale française le lui demande, qu'il est le propriétaire des actions ou parts au titre desquelles les dividendes sont payés et que la détention de ces actions ou parts n'a pas comme objet principal ou comme un de ses objets principaux de permettre à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant, de tirer avantage des dispositions du a.

d) Le montant brut du paiement du Trésor français visé au a est considéré comme un dividende pour l'application de la présente Convention.

5. Lorsqu'il n'a pas droit au paiement du Trésor français visé au paragraphe 4, un résident d'Ukraine qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France peut obtenir le remboursement du précompte dans la mesure où celui-ci a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes. Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l'application de la Convention. Il est imposable en France conformément aux dispositions des paragraphes 2 ou 3.

6. Le terme "dividende" employé dans le présent Article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est un résident. Il est entendu que le terme "dividende" ne comprend pas les revenus visés à l'Article 16.

7. Les dispositions des paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'Article 7 ou de l'Article 14, suivant les cas, sont applicables.

8. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

#### *Article 11. Intérêts*

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat.

2. Toutefois, en ce qui concerne les contrats générateurs d'intérêts visés au paragraphe 1 et conclus à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 2 pour cent du montant brut des intérêts payés :

i) en liaison avec la vente à crédit d'un équipement industriel, commercial ou scientifique, ou en liaison avec la vente ou fourniture à crédit de marchandises ou de services par une entreprise à une autre entreprise; ou

ii) sur un prêt de n'importe quelle nature consenti par une banque ou toute autre institution financière.

b) 10 pour cent du montant brut des intérêts dans tous les autres cas.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts visés au paragraphe 1 qui proviennent d'un Etat contractant sont exonérés d'impôt dans cet Etat s'ils sont payés :

a) par cet Etat, sa banque centrale, l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ou par une personne morale de droit public de cet Etat, ou de ses subdivisions politiques ou collectivités locales; ou

b) à l'autre Etat contractant, sa banque centrale, l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ou à une personne morale de droit public de cet Etat ou de ses subdivisions politiques ou collectivités locales; ou

c) au titre de créances ou prêts garantis, assurés ou aidés par un Etat contractant, sa banque centrale, l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ou par toute personne agissant pour le compte de cet Etat ou de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

4. Le terme "intérêts" employé dans le présent Article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent Article. Le terme "intérêts" ne comprend pas les éléments de revenu qui sont considérés comme des dividendes selon les dispositions de l'Article 10.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 c ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'Article 7 ou de l'Article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent Article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la Convention.

*Article 12. Redevances*

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si leur bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.

3. a) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les redevances provenant d'un Etat contractant et dont le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat si ces redevances consistent en rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un logiciel, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin, ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise (savoir-faire) dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

b) Toutefois, les dispositions du a ne s'appliquent aux redevances qui consistent en rémunérations payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, qu'après la période de douze mois suivant immédiatement la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Pendant cette période, l'impôt établi dans l'Etat contractant d'où proviennent ces redevances ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des redevances nonobstant les dispositions du paragraphe 2.

4. Le terme "redevances" employé dans le présent Article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique - y compris les films cinématographiques et les oeuvres enregistrées pour les émissions radiophoniques ou télévisées - , d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise (savoir-faire) dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'Article 7 ou de l'Article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des redevances a été contractée et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent Article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la Convention.

*Article 13. Gains en capital*

1. Les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers définis à l'Article 6 et situés dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation :

- a) d'actions ou parts non cotées sur une bourse de valeurs ou de droits, qui tirent leur valeur ou la majeure partie de leur valeur, directement ou indirectement, de biens immobiliers définis à l'Article 6 et situés dans un Etat contractant, ou
- b) de droits dans une société de personnes ou un groupement de personnes dont l'actif est principalement constitué de biens immobiliers définis à l'Article 6 et situés dans un Etat contractant, ou d'actions, parts ou droits visés au a,

sont imposables dans cet Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

4. Les gains qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités par cette entreprise en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans cet Etat.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident et selon la législation de cet Etat.

*Article 14. Professions indépendantes*

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

*Article 15. Professions dépendantes*

1. Sous réserve des dispositions des Articles 16, 18, 19 et 20, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si:

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois consécutifs commençant ou se terminant dans l'année fiscale considérée, et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent Article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploités en trafic international par une entreprise d'un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

*Article 16. Jetons de présence*

Les jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

*Article 17. Artistes et sportifs*

1. Nonobstant les dispositions des Articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des Articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant

qu'artiste ou sportif ne sont imposables que dans le premier Etat lorsque ces activités dans l'autre Etat sont financées principalement par des fonds publics du premier Etat, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, lorsque les revenus d'activités qu'un résident d'un Etat contractant, artiste ou sportif exerce personnellement et en cette qualité dans l'autre Etat contractant sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant, ces revenus ne sont imposables, nonobstant les dispositions des Articles 7, 14 et 15, que dans le premier Etat lorsque cette autre personne est financée principalement par des fonds publics de ce premier Etat, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public.

#### *Article 18. Pensions*

1. a) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur et les rentes payées à un tel résident ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Le terme "rente" désigne toute somme déterminée payable à une personne physique périodiquement à échéances fixes à titre viager ou pendant une période déterminée ou qui peut l'être, en vertu d'un engagement d'effectuer les paiements en échange d'une pleine et adéquate contrevaletur en argent ou évaluable en argent.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'Article 19, et nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent Article, les pensions et autres rémunérations similaires, payées au titre d'un régime de retraite relevant du système de sécurité sociale d'un Etat contractant ou de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ne sont imposables que dans cet Etat et selon la législation de cet Etat à hauteur de la part du montant total annuel de ces pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident de l'autre Etat contractant qui n'excède pas le montant total annuel du minimum français de retraite. L'expression "minimum français de retraite" désigne l'allocation aux vieux travailleurs salariés et l'allocation supplémentaire, ou tout minimum de retraite analogue qui remplacerait ces allocations.

#### *Article 19. Fonctions publiques*

1. a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou par une de leurs personnes morales de droit public à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, subdivision, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un ré-

sident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou par une de leurs personnes morales de droit public, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, subdivision, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

3. Les dispositions des Articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou par une de leurs personnes morales de droit public.

#### *Article 20. Etudiants*

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

#### *Article 21. Autres revenus*

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, dont ce résident est le bénéficiaire effectif et qui ne sont pas traités dans les Articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'Article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle et commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'Article 7 ou de l'Article 14, suivant les cas, sont applicables.

#### *Article 22. Fortune*

1. La fortune constituée par des biens immobiliers définis à l'article 6 et situés dans un Etat contractant est imposable dans cet Etat.

2. La fortune constituée par :

- a) des actions ou parts non cotées sur une bourse de valeurs ou des droits, qui tirent leur valeur ou la majeure partie de leur valeur, directement ou indirecte-



ment, de biens immobiliers définis à l'Article 6 et situés dans un Etat contractant, ou

- b) des droits dans une société de personnes ou un groupement de personnes dont l'actif est principalement constitué de biens immobiliers définis à l'Article 6 et situés dans un Etat contractant, ou d'actions, parts ou droits visés au a

est imposable dans cet Etat.

3. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.

4. La fortune d'une entreprise d'un Etat contractant, constituée par des navires et des aéronefs exploités par cette entreprise en trafic international ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, n'est imposable que dans cet Etat.

5. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

#### *Article 23. Elimination des doubles impositions*

1. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante :

- a) Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, les revenus qui sont imposables ou ne sont imposables qu'en Ukraine conformément aux dispositions de la Convention sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français lorsqu'ils ne sont pas exemptés de l'impôt sur les sociétés en application de la législation interne française. Dans ce cas, l'impôt ukrainien n'est pas déductible de ces revenus, mais le résident de France a droit, sous réserve des conditions et limites prévues aux i) et ii), à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal :
  - i) pour les revenus non mentionnés au ii), au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus à condition que le résident de France soit soumis à l'impôt ukrainien à raison de ces revenus;
  - ii) pour les revenus - soumis à l'impôt français sur les sociétés - visés à l'Article 7 et au paragraphe 3 de l'Article 13, et pour les revenus visés aux Articles 10, 11 et 12, aux paragraphes 1 et 2 de l'Article 13, au paragraphe 3 de l'Article 15, à l'Article 16 et aux paragraphes 1 et 2 de l'Article 17, au montant de l'impôt payé en Ukraine conformément aux dispositions de ces Articles; toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus.
- b) Un résident de France qui possède de la fortune imposable en Ukraine conformément aux dispositions des paragraphes 1, 2 ou 3 de l'Article 22 est également imposable en France à raison de cette fortune. L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt payé en

Ukraine sur cette fortune. Toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à cette fortune.

- c) i) Il est entendu que l'expression "montant de l'impôt français correspondant à ces revenus" employée au a désigne :
- lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux qui leur est effectivement appliqué;
  - lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un barème progressif, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu net global.

Cette interprétation s'applique par analogie à l'expression "montant de l'impôt français correspondant à cette fortune" employée au b.

ii) Il est entendu que l'expression "montant de l'impôt payé en Ukraine" employée aux a et b désigne le montant de l'impôt ukrainien effectivement supporté à titre définitif à raison des revenus ou des éléments de fortune considérés, conformément aux dispositions de la Convention, par le résident de France qui est imposé sur ces revenus ou ces éléments de fortune selon la législation française.

2. En ce qui concerne l'Ukraine, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante :

- a) Sous réserve des dispositions de la législation ukrainienne relative à l'élimination des doubles impositions au titre de l'impôt dû dans un territoire situé hors d'Ukraine (dispositions qui ne peuvent affecter le principe général ici posé), l'impôt français dû selon la législation française et conformément aux dispositions de la Convention, directement ou par voie de retenue, sur les revenus ou bénéfices de source française ou sur les biens imposables situés en France constitue un crédit admis en déduction de l'impôt ukrainien calculé sur les mêmes revenus ou bénéfices ou biens, sur lesquels l'impôt ukrainien est calculé.
- b) Ces déductions ne peuvent en aucun cas excéder la fraction de l'impôt sur les revenus, de l'impôt sur les bénéfices ou des impôts sur les biens, calculés avant déduction, correspondant, selon le cas, aux revenus, aux bénéfices ou aux biens imposables en Ukraine.
- c) Lorsque, conformément à une disposition de la Convention, les revenus ou bénéfices qu'un résident d'Ukraine reçoit ou réalise, ou les biens qu'il possède, sont exonérés d'impôt en Ukraine, l'Ukraine peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou bénéfices, ou biens, de ce résident tenir compte des revenus ou bénéfices ou biens exonérés.
- d) Pour l'application des dispositions du présent paragraphe, les revenus ou bénéfices ou gains d'un résident d'Ukraine, qui sont imposables en France conformément aux dispositions de la Convention, sont considérés comme étant de source française.

*Article 24. Non-discrimination*

1. Les personnes physiques possédant la nationalité d'un Etat contractant ne sont soumises dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les personnes physiques possédant la nationalité de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'Article 1, aux personnes physiques qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. Les apatrides qui sont des résidents d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'un ou l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les personnes physiques possédant la nationalité de l'Etat concerné qui se trouvent dans la même situation notamment au regard de la résidence.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité.

4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'Article 9, du paragraphe 7 de l'Article 11 ou du paragraphe 7 de l'Article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

6. Les dispositions du présent Article ne peuvent être interprétés comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

7. Les exonérations d'impôt et autres avantages prévus par la législation fiscale d'un Etat contractant au profit de cet Etat, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public dont l'activité n'a pas un caractère industriel ou commercial, s'appliquent dans les mêmes conditions respectivement à l'autre Etat contractant, à ses subdivisions politiques ou à ses collectivités locales, ou à leurs personnes morales de droit public dont l'activité est identique ou analogue. Nonobstant les dispositions du paragraphe 9, les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux impôts ou taxes dus en contrepartie de services rendus.

8. a) Lorsqu'une personne physique exerce un emploi salarié dans un Etat contractant, les cotisations à un régime de retraite établi et reconnu aux fins d'imposition dans l'autre Etat contractant qui sont supportées par cette personne sont déductibles dans le premier Etat pour la détermination du revenu imposable de cette personne, et sont traitées fiscalement dans ce premier Etat de la même façon que les cotisations à un régime de retraite reconnu aux fins d'imposition dans ce premier Etat et sous réserve des mêmes conditions et restrictions, si cette personne physique a cotisé à ce régime de retraite (ou à un autre régime auquel ce régime s'est substitué) avant de devenir un résident du premier Etat ou d'y séjourner temporairement, et si le régime de retraite est accepté par l'autorité compétente de cet Etat comme correspondant de façon générale à un régime de retraite reconnu aux fins d'imposition dans cet Etat.
- b) Pour l'application du a :
- i) l'expression "régime de retraite" désigne un régime auquel la personne physique participe afin de bénéficier de prestations de retraite payables au titre de l'emploi visé au a, et
  - ii) un régime de retraite est reconnu aux fins d'imposition dans un Etat contractant si les cotisations à ce régime donnent droit à un allègement fiscal dans cet Etat.

9. Les dispositions du présent Article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'Article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

10. Si un traité, accord ou convention auquel les Etats contractants sont partie, autre que la présente Convention, comporte une clause de non-discrimination ou une clause de la nation la plus favorisée, il est entendu que de telles clauses ne sont pas applicables en matière fiscale.

#### *Article 25. Procédure amiable*

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'Article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'in-

interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants ou leurs représentants peuvent communiquer directement entre eux en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents du présent Article. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée des autorités compétentes des Etats contractants ou de leurs représentants.

5. Nonobstant tout autre traité, accord ou convention auquel les Etats contractants sont partie, les questions fiscales entre les Etats contractants (y compris les différends sur le point de savoir si la présente Convention s'applique) sont réglées uniquement selon les dispositions du présent Article, à moins que les autorités compétentes n'en conviennent autrement.

#### *Article 26. Echange de renseignements*

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention, ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'Article 1. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Les autorités compétentes peuvent s'entendre sur les conditions, méthodes et techniques appropriées pour la mise en oeuvre de tels échanges de renseignements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

#### *Article 27. Assistance au recouvrement*

1. A la demande de l'autorité compétente d'un Etat contractant (ci-après dénommé "Etat requérant"), l'autre Etat contractant (ci-après dénommé "Etat requis") procède, sous

réserve des dispositions du paragraphe 7, au recouvrement des créances fiscales du premier Etat comme s'il s'agissait de ses propres créances fiscales. Il est entendu que l'expression "créances fiscales" désigne tout montant d'impôt ainsi que les intérêts, les amendes ou sanctions fiscales et les frais de recouvrement y afférents, qui sont dus et non encore acquittés.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent qu'aux créances fiscales qui font l'objet d'un titre permettant d'en poursuivre le recouvrement dans l'Etat requérant et qui à moins que les autorités compétentes n'en soient convenues autrement, ne sont pas contestées.

3. L'obligation d'accorder une assistance en vue du recouvrement des créances fiscales concernant une personne décédée ou sa succession est limitée à la valeur de la succession ou des biens reçus par chacun des bénéficiaires de la succession selon que la créance est à recouvrer sur la succession ou auprès des bénéficiaires de celle-ci.

4. A la demande de l'autorité compétente de l'Etat requérant, l'Etat requis prend des mesures conservatoires en vue du recouvrement d'un montant d'impôt, même si la créance est contestée ou si le titre exécutoire n'a pas encore été émis.

5. La demande d'assistance administrative est accompagnée :

- a) d'une attestation précisant la nature de la créance fiscale et, en ce qui concerne le recouvrement, que les conditions prévues au paragraphe 2 sont remplies;
- b) d'une copie officielle du titre permettant l'exécution dans l'Etat requérant; et
- c) de tout autre document exigé pour le recouvrement ou pour prendre les mesures conservatoires.

6. Le titre permettant l'exécution dans l'Etat requérant est, s'il y a lieu et conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat requis, admis, homologué, complété ou remplacé dans les plus brefs délais suivant la date de réception de la demande d'assistance par un titre permettant l'exécution dans l'Etat requis.

7. Les questions concernant le délai au-delà duquel la créance fiscale ne peut être exigée sont régies par la législation interne de l'Etat requérant. La demande d'assistance contient des renseignements sur ce délai.

8. Les actes de recouvrement accomplis par l'Etat requis à la suite d'une demande d'assistance et qui, suivant la législation interne de cet Etat, auraient pour effet de suspendre ou d'interrompre le délai mentionné au paragraphe 7 ont le même effet au regard de la législation interne de l'Etat requérant. L'Etat requis informe l'Etat requérant des actes ainsi accomplis.

9. Si sa législation interne, ou sa pratique administrative le permet dans des circonstances analogues, l'Etat requis peut consentir un délai de paiement ou un paiement échelonné, mais en informe préalablement l'Etat requérant.

10. Les dispositions du présent Article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'Article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

*Article 28. Fonctionnaires diplomatiques et consulaires*

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques, des postes consulaires, et des délégations permanentes auprès d'organisations internationales en vertu soit des règles générales du droit international soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant les dispositions de l'Article 4, toute personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat contractant, situés dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers, est considérée, aux fins de la Convention, comme un résident de l'Etat accréditant, à condition qu'elle soit soumise dans cet Etat accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu et de sa fortune, que les résidents de cet Etat.

3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas soumis dans l'un des Etats contractants aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de leur revenu et de leur fortune, que les résidents de cet Etat.

*Article 29. Modalités d'application*

1. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler conjointement ou séparément les modalités d'application de la présente Convention.

2. En particulier, pour obtenir dans un Etat contractant les avantages prévus aux Articles 10, 11 et 12, les résidents de l'autre Etat contractant doivent, à moins que les autorités compétentes n'en disposent autrement, présenter un formulaire d'attestation de résidence indiquant notamment la nature et le montant des revenus concernés, et comportant la certification des services fiscaux de cet autre Etat.

*Article 30. Entrée en vigueur*

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre par la voie diplomatique l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière de ces notifications.

2. Les dispositions de la Convention s'appliqueront :

a) en France :

i) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables à compter du soixantième jour suivant le jour où la Convention est entrée en vigueur;

ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, suivant les cas, à toute année civile ou à tout exercice commençant après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur;

- iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur;
  - b) en Ukraine :
    - i) en ce qui concerne les impôts sur les dividendes, les intérêts et les redevances, aux paiements effectués à compter du soixantième jour suivant le jour où la Convention est entrée en vigueur;
    - ii) en ce qui concerne les impôts sur les bénéfices des entreprises et les impôts sur la fortune, aux périodes d'imposition commençant le premier janvier, ou après le premier janvier, de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur;
    - iii) en ce qui concerne l'impôt sur les revenus des citoyens, aux paiements effectués à compter du soixantième jour suivant le jour où la Convention est entrée en vigueur.
3. Les dispositions de la Convention du 4 octobre 1985 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques en vue d'éviter la double imposition des revenus (ensemble un protocole), ainsi que les dispositions de l'échange de lettres entre la France et l'U.R.S.S. du 14 mars 1967 relatif au régime fiscal des brevets soviétiques en France et réciproquement, et de l'échange de lettres du 4 mars 1970 en vue d'éviter les doubles impositions dans le domaine des transports aériens et maritimes entre la France et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, et toutes autres dispositions fiscales incluses dans quelque traité ou accord que ce soit entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques cesseront d'avoir effet entre la France et l'Ukraine à compter de la date à laquelle les dispositions correspondantes de la présente Convention s'appliqueront pour la première fois.

#### *Article 31. Dénonciation*

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, après la période de cinq années civiles qui suit la date d'entrée en vigueur de la Convention, chacun des Etats contractants pourra la dénoncer moyennant un préavis notifié par la voie diplomatique au cours de toute année civile, au moins six mois avant la fin de celle-ci.
2. Dans ce cas, la Convention ne sera plus applicable :
- a) en France :
    - i) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables à compter du soixantième jour suivant le jour où la dénonciation aura été notifiée;
    - ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, suivant les cas, à toute année civile ou à tout exercice commençant après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée;



- iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée;
- b) en Ukraine :
  - i) en ce qui concerne les impôts sur les dividendes, les intérêts et les redevances, aux paiements effectués à compter du soixantième jour suivant le jour où la dénonciation aura été notifiée;
  - ii) en ce qui concerne les impôts sur les bénéfices des entreprises et les impôts sur la fortune, aux périodes d'imposition commençant le premier janvier, ou après le premier janvier, de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ,
  - iii) en ce qui concerne l'impôt sur les revenus des citoyens, aux paiements effectués à compter du premier janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris le 31 janvier 1997, en langues française et ukrainienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

YVES GALLAND

Pour le Gouvernement de l'Ukraine :

GUENNADY UDOVENKO

## PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention (ci-après dénommé "la Convention").

1. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'Article 2 :
  - a) la taxe française sur les salaires est régie par les dispositions de la Convention, applicables, suivant les cas, aux bénéficiaires des entreprises ou aux revenus des professions indépendantes;
  - b) il est entendu que la mention de l'impôt ukrainien sur les revenus des citoyens et de l'impôt ukrainien sur la fortune des citoyens ne peut être interprétée comme empêchant la Convention de s'appliquer aux impôts ukrainiens sur les revenus ou la fortune de nationaux autres que les citoyens ukrainiens, ou de personnes apatrides.
2. Il est entendu que l'expression "biens immobiliers" définie au paragraphe 2 de l'Article 6 comprend les options, promesses de ventes et droits semblables relatifs à ces biens.
3. En ce qui concerne l'Article 7 :
  - a) lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant vend des marchandises ou exerce une activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas calculés sur la base du montant total reçu par l'entreprise mais sur la seule base de la rémunération imputable à l'activité réelle de l'établissement stable pour ces ventes ou pour cette activité;
  - b) dans le cas de contrats, s'agissant notamment de contrats d'étude, de fourniture, d'installation ou de construction d'équipements ou d'établissements industriels, commerciaux ou scientifiques, ou d'ouvrages publics, lorsque l'entreprise a un établissement stable, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas déterminés sur la base du montant total du contrat, mais seulement sur la base de la part du contrat qui est effectivement exécutée par cet établissement stable dans l'Etat contractant où il est situé. Les bénéfices afférents à la part du contrat qui est exécutée dans l'Etat contractant où est situé le siège de direction effective de l'entreprise ne sont imposables que dans cet Etat.
4. En ce qui concerne les Articles 10 et 11, un fonds ou société d'investissement, situé dans un Etat contractant où il n'est pas assujéti à un impôt visé aux a i) ou a ii) ou aux b i) ou b ii) du paragraphe 3 de l'article 2, et qui reçoit des dividendes ou des intérêts provenant de l'autre Etat contractant peut demander globalement les réductions ou exonérations d'impôt prévus par la Convention pour la fraction de ces revenus qui correspond aux droits détenus dans le fonds ou la société par des résidents du premier Etat et qui est imposable au nom de ces résidents.

5. Chaque Etat contractant s'efforce d'instituer des procédures permettant aux contribuables de recevoir les revenus visés aux Articles 10, 11 et 12 sans qu'aucun impôt soit prélevé à la source lorsque la Convention prévoit une imposition exclusive dans l'Etat de résidence. Lorsque la Convention prévoit une imposition dans l'Etat contractant d'où proviennent les revenus, chaque Etat contractant s'efforce d'instituer des procédures permettant aux contribuables de recevoir ces revenus sous déduction de l'impôt autorisé par la Convention. Lorsqu'une demande est faite par le contribuable, l'impôt prélevé à la source dans un Etat contractant au taux prévu par sa législation interne est remboursé dans les meilleurs délais dans la mesure où il excède l'impôt autorisé par la Convention.

6. En ce qui concerne l'Article 12, les rémunérations payées pour des services techniques, y compris des études ou des analyses de nature scientifique, géologique ou technique, pour des travaux d'ingénierie y compris les plans y afférents, ou pour des services de consultation ou de surveillance, ne sont pas considérées comme des rémunérations payées pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

7. Les dispositions de l'Article 16 s'appliquent aux revenus visés à l'Article 62 du code général des impôts français, revenant à une personne physique qui est un résident d'Ukraine en sa qualité d'associé ou de gérant d'une société qui est un résident de France et qui y est soumise à l'impôt sur les sociétés.

8. Il est entendu que les dispositions de l'Article 21 ne s'appliquent notamment pas aux dividendes, intérêts et redevances définis respectivement aux Articles 10, 11 et 12.

9. Les dispositions de la présente Convention n'empêchent en rien la France d'appliquer les dispositions de l'Article 212 de son code général des impôts ou d'autres dispositions analogues qui amenderaient ou remplaceraient celles de cet Article.

10. a) Pour calculer l'impôt dû sur ses revenus ou bénéfices, une société ou autre entité imposable qui est un résident d'Ukraine et qui est détenue ou contrôlée à hauteur d'au moins 20 pour cent par un ou plusieurs résidents de France a le droit de déduire :

- i) les intérêts et les redevances dont elle supporte la charge aux fins de ses activités industrielles ou commerciales, qu'ils soient payés à une banque ou à une autre personne et quelle que soit la durée du prêt, mais cette déduction ne peut excéder le montant qui aurait été convenu en l'absence de relations spéciales entre le débiteur et le bénéficiaire effectif de ces revenus,
- ii) les salaires, traitements et autres rémunérations dont elle supporte la charge, payés en contrepartie de services rendus, et toutes autres dépenses dont elle supporte la charge aux fins de ses activités industrielles ou commerciales.

b) Les dispositions du a) s'appliquent par analogie aux intérêts, redevances, salaires, traitements et autres rémunérations versés en contrepartie de services rendus, et à toutes autres dépenses, dont la charge est supportée par un établissement stable d'une entreprise de France ou par une base fixe d'un résident de France.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

Fait à Paris, le 31 janvier 1997, en langues française et ukrainienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

YVES GALLAND

Pour le Gouvernement de l'Ukraine :

GUENNADY UDOVENKO

[ UKRAINIAN TEXT — TEXTE UKRAINIEN ]

## **КОНВЕНЦІЯ**

**МІЖ УРЯДОМ ФРАНЦУЗЬКОЇ РЕСПУБЛІКИ**

**І УРЯДОМ УКРАЇНИ**

### **ПРО УНИКНЕННЯ ПОДВІЙНОГО ОПОДАТКУВАННЯ ТА ПОПЕРЕДЖЕННЯ ПОДАТКОВИХ УХИЛЕНЬ СТОСОВНО ПОДАТКІВ НА ДОХОДИ І МАЙНО**

Уряд Французької Республіки і Уряд України,

бажаючи укласти Конвенцію про уникнення подвійного оподаткування та попередження податкових ухилень стосовно податків на доходи і майно і підтверджуючи своє прагнення до розвитку та поглиблення взаємних економічних стосунків, домовились про таке:

#### **СТАТТЯ 1**

##### **Особи, до яких застосовується Конвенція**

Ця Конвенція застосовується до осіб, які є резидентами однієї або обох Договірних Держав.

#### **СТАТТЯ 2**

##### **Податки, на які поширюється Конвенція**

1. Ця Конвенція поширюється на податки на доходи і на майно, що стягуються від імені Договірної Держави або її політико-адміністративних підрозділів чи місцевих органів влади, незалежно від способу їх стягнення.
2. Податками на доход і на майно вважаються всі податки, що стягуються із загальної суми доходу та сукупного майна або з елементів доходу чи майна, включаючи податки на доходи від відчужування рухомого або нерухомого майна, податки на загальну суму заробітної плати або

жалування, сплачуваних наймачем, а також податки на приріст вартості майна.

3. Існуючими податками, на які поширюється Конвенція, зокрема, є:

а) у Франції:

- (i) прибутковий податок;
- (ii) корпоративний податок;
- (iii) податок з жалувания;
- (iv) загальний податок на майно

(надалі "французький податок");

б) в Україні:

- (i) податок на прибуток підприємств;
  - (ii) прибутковий податок з громадян;
  - (iii) податок на майно підприємств;
  - (iv) податок на майно громадян
- (надалі "український податок").

4. Ця Конвенція поширюється також на будь-які ідентичні або подібні по суті податки, які справляються після дати підписання цієї Конвенції в доповнення або замість існуючих податків. Компетентні органи Договірних Держав повідомлять один одного про істотні зміни, які відбулися в їх відповідних податкових законодавствах.

## СТАТТЯ 3

### Загальні визначення

1. Для цілей цієї Конвенції, якщо з контексту не випливає інше:

а) термін "Україна" при використанні в географічному значенні означає територію України, її континентальний шельф і її виключну (морську) економічну зону, включаючи будь-яку територію за межами територіального моря України, яка відповідно до міжнародного права визначається або може бути в подальшому визначена як територія, в межах якої можуть здійснюватись права України стосовно морського дна, надр та їх природних ресурсів;

б) термін "Франція" означає європейські і заморські області Французької Республіки, включаючи територіальне море і будь-яку територію за межами територіального моря, в межах якої згідно з міжнародним правом

Французька Республіка здійснює суверенні права з метою розвідки і видобутку природних ресурсів морського дна і надр та прилеглих вод;

с) термін " Договірна Держава" і "друга Договірна Держава" означають залежно від контексту Україну або Францію;

д) термін "політико-адміністративні підрозділи" означає політико-адміністративні підрозділи України;

е) термін "особа" включає фізичну особу, компанію або будь-яке інше об'єднання осіб;

ф) термін "компанія" означає будь-яке корпоративне об'єднання (юридичну особу) або будь-яку організацію, що розглядається з метою оподаткування як корпоративне об'єднання (юридична особа);

г) терміни "підприємство Договірної Держави" та "підприємство другої Договірної Держави" означають відповідно підприємство, що експлуатується резидентом Договірної Держави, та підприємство, що експлуатується резидентом другої Договірної Держави;

h) термін "міжнародне перевезення" означає будь-яке перевезення морським або повітряним судном, що експлуатується підприємством Договірної Держави, за винятком тих випадків, коли морське або повітряне судно експлуатується виключно між пунктами в другій Договірній Державі;

і) термін "компетентний орган" означає стосовно України Міністерство фінансів або його повноважного представника; і стосовно Франції Міністра управління бюджетом або його повноважного представника.

2. При застосуванні цієї Конвенції Договірною Державою будь-який термін, не визначений у Конвенції, буде мати те значення, яке він має за законодавством цієї Держави стосовно податків, на які поширюється ця Конвенція. Значення терміну згідно з податковим законодавством цієї Держави повинно мати пріоритет над значенням, передбаченим для такого терміну в інших підрозділах законодавства цієї Держави.

## СТАТТЯ 4

### Резидент

1. Для цілей цієї Конвенції термін "резидент Договірної Держави" означає будь-яку особу, яка за законодавством цієї Держави підлягає оподаткуванню в ній на підставі місця проживання, місцеперебування, місця знаходження керівного органу, місця реєстрації або іншого

аналогічного критерію. Але цей термін не включає будь-яку особу, яка підлягає оподаткуванню в цій Державі, тільки на підставі одержання доходів з джерел у цій Державі або стосовно майна, що в ній знаходиться.

2. Якщо відповідно до положень пункту 1 фізична особа є резидентом обох Договірних Держав, її статус визначається таким чином:

a) вона вважається резидентом тієї Держави, де вона має у своєму розпорядженні постійне житло. Якщо вона має у своєму розпорядженні постійне житло в обох Державах, вона вважається резидентом тієї Держави, в якій вона має більш тісні особисті й економічні зв'язки (центр життєвих інтересів);

b) у разі, якщо Держава, в якій вона має центр життєвих інтересів, не може бути визначена або коли вона не має постійного житла в жодній з Держав, вона вважається резидентом тієї Держави, де вона звичайно проживає;

c) якщо вона звичайно проживає в обох Державах або коли вона звичайно не проживає в жодній з них, вона вважається резидентом тієї Договірної Держави, громадянином якої вона є;

d) якщо вона є громадянином обох Держав або якщо вона не є громадянином жодної з них, компетентні органи Договірних Держав вирішують питання оподаткування такої особи за взаємною згодою.

3. У разі, коли відповідно до положень пункту 1 особа, що не є фізичною особою, є резидентом обох Договірних Держав, вона буде вважатися резидентом тієї Держави, де міститься її фактичний керівний орган.

4. Термін "резидент Договірної Держави" включає:

a) цю Державу, її політико-адміністративні підрозділи і місцеві органи влади, а також утворені ними органи; і

b) якщо цією Державою є Франція, будь-яку компанію і будь-яку групу осіб, керівний орган якої міститься у Франції, а всі акціонери, партнери або інші члени якої особисто підлягають оподаткуванню у Франції стосовно їх частини прибутку згідно з французьким внутрішнім законодавством, незалежно від того, розподіляється прибуток такої компанії або групи осіб чи ні.



## СТАТТЯ 5

### Постійне представництво

1. Для цілей цієї Конвенції термін "постійне представництво" означає постійне місце діяльності, через яке повністю або частково здійснюється підприємницька діяльність підприємства.

2. Термін "постійне представництво" зокрема включає:

- a) місце управління;
- b) відділення;
- c) контору;
- d) фабрнку;
- e) майстерню;
- f) шахту, нафтову або газову свердловину, кар'єр або будь-яке інше місце видобутку природних ресурсів; і
- g) постійне місце, яке використовується як торгова точка.

3. a) будівельний майданчик, або монтажний, або складальний об'єкт вважаються постійним представництвом лише в тому разі, якщо вони існують більше дванадцяти місяців;

b) установка або споруда, що використовується для розвідки природних ресурсів, створюють постійне представництво тільки якщо таке використання триває більше шести місяців.

4. Незважаючи на попередні положення цієї статті, термін "постійне представництво" не включає :

- a) використання споруд виключно з метою зберігання, демонстрації або поставки товарів чи виробів, що належать підприємству;
- b) утримання запасів товарів або виробів, що належать підприємству, виключно з метою зберігання, демонстрації або поставки;
- c) утримання запасів товарів або виробів, що належать підприємству, виключно з метою переробки іншим підприємством;
- d) утримання постійного місця діяльності виключно з метою закупівлі товарів чи виробів або для збирання інформації для підприємства;

е) утримання постійного місця діяльності виключно з метою здійснення для підприємства будь-якої іншої діяльності підготовчого чи допоміжного характеру;

ф) утримання постійного місця діяльності виключно для здійснення будь-якої комбінації видів діяльності, перелічених у підпунктах від а) до е), за умови, що сукупна діяльність постійного місця діяльності, яка виникає внаслідок такої комбінації, має підготовчий або допоміжний характер.

5. Незалежно від положень пунктів 1 і 2, якщо особа, інша ніж агент з незалежним статусом, про якого йдеться в пункті 6, діє від імені підприємства і має, і звичайно використовує в Договірній Державі повноваження укладати контракти від імені підприємства, то це підприємство розглядається як таке, що має постійне представництво в цій Державі щодо будь-якої діяльності, яку ця особа здійснює для підприємства, за винятком, коли діяльність цієї особи обмежується тією, що зазначена в пункті 4, яка, якщо і здійснюється через постійне місце діяльності, не перетворює це постійне місце діяльності у постійне представництво відповідно до положень цього пункту.

6. Підприємство не розглядається як таке, що має постійне представництво в Договірній Державі, лише в разі, якщо воно здійснює підприємницьку діяльність у цій Державі через брокера, комісiонера чи будь-якого іншого агента з незалежним статусом за умови, що ці особи діють у межах своєї звичайної діяльності.

7. Той факт, що компанія, яка є резидентом Договірної Держави, контролює чи контролюється компанією, що є резидентом другої Договірної Держави або яка здійснює підприємницьку діяльність у цій другій Державі (через постійне представництво або іншим чином), сам по собі не перетворює одну з цих компаній у постійне представництво другої компанії.

## СТАТТЯ 6

### Доходи від нерухомого майна

1. Доходи від нерухомого майна (включаючи доходи від сільського і лісового господарства), яке знаходиться в Договірній Державі, можуть оподатковуватись у цій Державі.

2. Термін "нерухоме майно" повинен мати те значення, яке він має у законодавстві Договірної Держави, в якій міститься майно, що розглядається. Цей термін повинен у будь-якому випадку включати майно, допоміжне щодо нерухомого майна, худобу і обладнання, яке

використовується в сільському і лісовому господарстві, права, до яких застосовуються положення загального права щодо земельної власності, узуфрукт нерухомого майна і права на перемінні або фіксовані платежі як компенсації за розробку або право на розробку мінеральних запасів, джерел та інших природних ресурсів; морські, річкові і повітряні судна не розглядаються як нерухоме майно.

3. Положення пункту 1 будуть застосовуватись до доходів, що одержуються від прямого використання, здавання в оренду або використання в будь-якій іншій формі нерухомого майна.

4. Положення пунктів 1 і 3 застосовуються також до доходів від нерухомого майна підприємства і до доходів від нерухомого майна, що використовується для здійснення незалежних особистих послуг.

5. Якщо володіння акціями або іншими правами в компанії, трасті або будь-якій подібній організації дає право на володіння нерухомим майном, яке міститься в Договірній Державі і є власністю цієї компанії, трасту або подібної організації, то доход, що одержується від безпосереднього використання, здавання в оренду або використання у будь-якій іншій формі його права на володіння, може оподатковуватись у цій Державі, незважаючи на положення статей 7 і 14.

## СТАТТЯ 7

### Прибуток від підприємницької діяльності

1. Прибуток підприємства Договірної Держави оподатковується лише в цій Державі, якщо тільки це підприємство не здійснює підприємницьку діяльність у другій Договірній Державі через розташоване в ній постійне представництво. Якщо підприємство здійснює підприємницьку діяльність як вказано вище, прибуток підприємства може оподатковуватись у другій Державі, але тільки стосовно тієї частини, яка відноситься до цього постійного представництва.

2. З урахуванням положень пункту 3, якщо підприємство Договірної Держави здійснює підприємницьку діяльність у другій Договірній Державі через розташоване там постійне представництво, то в кожній Договірній Державі до такого постійного представництва відноситься прибуток, який воно могло б одержати, якби було окремим і самостійним підприємством, зайнятим такою ж або аналогічною діяльністю в таких же або аналогічних умовах і діяло цілком незалежно від підприємства, постійним представництвом якого воно є.

3. При визначенні прибутку постійного представництва допускається віднімання витрат, понесених для цілей постійного представництва, включаючи управлінські та загальноадміністративні витрати, понесені таким чином, як у Державі, де розташоване постійне представництво, так і за її межами. Однак такі вирахування не дозволяються стосовно сум, що сплачуються (інакше, ніж покриття витрат, що дійсно мали місце) постійним представництвом головному офісу підприємства або будь-якому з його інших підрозділів у вигляді роялті, як вони визначені у статті 12, або як комісійні за надані особливі послуги чи управління, чи, виключаючи банки, як проценти, як вони визначені у статті 11, за позику, надану постійному представництву. Таким же чином при визначенні прибутку постійного представництва не беруться до уваги суми, що сплачуються (інакше, ніж покриття витрат, що дійсно мали місце) постійному представництву головним офісом підприємства або будь-яким з його інших підрозділів у вигляді роялті, як вони визначені у статті 12, або у вигляді комісійних за надання особливих послуг або управління, або, за винятком банків, у вигляді процентів, як вони визначені у статті 11, за позику, надану головному офісу підприємства або будь-якому з його інших підрозділів.

4. У міру того, як визначення в Договірній Державі відповідно до її законодавства прибутку, що стосується постійного представництва, на базі пропорційного розподілу загальної суми прибутку підприємства його різними підрозділами, є звичайною практикою, ніщо в пункті 2 не буде перешкоджати цій Договірній Державі визначати оподатковуваний прибуток шляхом такого розподілу, як це диктується практикою; обраний спосіб розподілу, однак, повинен бути таким, що його результати будуть відповідати принципам, які містяться в цій статті.

5. Ніякий прибуток не відноситься до постійного представництва на основі простої закупки постійним представництвом товарів або виробів для підприємства.

6. Для цілей попередніх пунктів прибуток, що відноситься до постійного представництва, визначається щорічно одним і тим же методом, якщо тільки немає достатньої і вагомій причини для зміни.

7. Якщо прибуток включає види доходів, які розглядаються окремо в інших статтях цієї Конвенції, положення цих статей не будуть зачінатися положеннями цієї статті.

## СТАТТЯ 8

### Морський і повітряний транспорт

1. Прибутки, одержані підприємством Договірної Держави від експлуатації морських і повітряних суден у міжнародних перевезеннях, будуть оподатковуватись лише в цій Державі.

2. Для цілей цієї статті прибутки від експлуатації морських або повітряних суден у міжнародних перевезеннях включають:

а) прибуток від здавання в оренду порожніх морських або повітряних суден, які експлуатуються у міжнародних перевезеннях; і

б) прибутки від використання, утримання або здавання в оренду контейнерів (включаючи трейлери і супутнє устаткування для транспортування контейнерів), використовуваних для транспортування товарів чи виробів у міжнародних перевезеннях;

де така оренда або таке використання, утримання або оренда, залежно від випадку, є побічними стосовно експлуатації морського або повітряного судна у міжнародних перевезеннях.

3. Якщо прибутки, відповідно до пункту 1 цієї статті, отримуються підприємством Договірної Держави від участі у пулі, спільному підприємстві чи міжнародному транспортному агентстві, прибутки, що відносяться до такого підприємства, будуть оподатковуватись тільки в Договірній Державі, підприємством якої воно є.

## **СТАТТЯ 9**

### **Асоційовані підприємства**

1. У випадку, коли:

а) підприємство Договірної Держави прямо або посередньо бере участь у керівництві, контролі або капіталі підприємства другої Договірної Держави, або

б) одні й ті ж особи прямо або посередньо беруть участь у керівництві, контролі або капіталі підприємства однієї Договірної Держави і підприємства другої Договірної Держави,

і в кожному випадку між двома підприємствами в їх комерційних або фінансових взаємовідносинах створюються або встановлюються умови, відмінні від тих, які мали б місце між двома незалежними підприємствами, тоді будь-який прибуток, який міг би бути нарахований одному з них, але з причин наявності цих умов не був йому нарахований, може бути включений до прибутку цього підприємства і відповідно оподаткований.

2. У разі, коли одна Договірна Держава включає в прибутки підприємства цієї Держави - і відповідно оподатковує - прибутки, по яких підприємство другої Договірної Держави було оподатковано в цій другій Державі, і прибутки, таким чином включені, є прибутками, які були б нараховані підприємству першої згаданої Держави, якби умови взаємовідносин між двома підприємствами були б умовами, які існують між незалежними підприємствами, тоді ця друга Держава повинна, якщо вона вважає таке включення виправданим, зробити відповідні поправки в сумі податку, що стягується з цих прибутків. При визначенні такої поправки повинні бути розглянуті інші положення цієї Конвенції, а компетентні органи Договірних Держав можуть проконсультуватися один з одним при необхідності.

## СТАТТЯ 10

### Дивіденди

1. Дивіденди, що сплачуються компанією, яка є резидентом Договірної Держави, резиденту другої Договірної Держави, можуть оподатковуватись у цій другій Державі.

2. Однак такі дивіденди можуть також оподатковуватись у Договірній Державі, резидентом якої є компанія, що сплачує дивіденди, і відповідно до законодавства цієї Держави, але якщо фактичний власник дивідендів є резидентом другої Договірної Держави, то податок, що стягується таким чином, не повинен перевищувати:

а) 5 відсотків валової суми дивідендів, якщо право на дивіденди фактично має компанія, яка володіє прямо або посередньо принаймні:

(i) 20 відсотками капіталу компанії, яка сплачує дивіденди, у випадку, якщо компанія є резидентом України;

(ii) 10 відсотками капіталу компанії, яка сплачує дивіденди, у випадку, якщо компанія є резидентом Франції;

б) 15 відсотків валової суми дивідендів в інших випадках.

Положення цього пункту не впливають на оподаткування компанії стосовно прибутку, з якого сплачуються дивіденди.

3. Незважаючи на положення пунктів 1 і 2, дивіденди, що сплачуються компанією, яка є резидентом Договірної Держави, підлягають оподаткуванню тільки в другій Договірній Державі, якщо такими

дивідендами фактично володіє одна або декілька компаній, які є резидентами цієї другої Держави і якщо:

a) ця або ці компанії разом володіють прямо або посередньо принаймні 50 процентами капіталу компанії, що сплачує дивіденди, і загальна сума їх інвестицій в цю компанію складає не менше 5 мільйонів французьких франків або їх еквівалента в українській валюті; або

b) їхня інвестиція у компанію, що сплачує дивіденди, гарантується або страхується другою Державою, її центральним банком або будь-якою особою, що діє від імені цієї другої Держави.

Положення цього пункту не впливають на оподаткування компанії стосовно прибутку, з якого сплачуються дивіденди.

4.

a) резидент України, що одержує дивіденди і є фактичним власником дивідендів, які сплачуються компанією, що є резидентом Франції, і які є такими дивідендами, що у разі, якщо б їх одержував резидент Франції, давали б такому резиденту право на податковий кредит, має право на виплати з Казни Франції, що дорівнюють такому податковому кредиту, який підлягає вирахуванню з податку, як це передбачено підпунктом b) пункту 2.

b) Положення підпункту a) застосовуються тільки до резидента України, який є:

i) фізичною особою; або

ii) компанією, яка не володіє безпосередньо або посередньо принаймні 10 відсотками капіталу компанії, що сплачує дивіденди.

c) Положення підпункту a) застосовуються лише в тому разі, якщо фактичний власник дивідендів:

i) підлягає в Україні оподаткуванню за звичайною ставкою щодо таких дивідендів і виплат з Казни Франції, і

ii) показує, якщо французька податкова адміністрація вимагає це зробити, що він є власником акцій, стосовно яких сплачуються дивіденди, і що таке володіння акціями не має своєю основною метою або однією з основних цілей дозвіл іншій особі, незалежно від того, є вона резидентом Договірної Держави або ні, використовувати переваги положень підпункту a).

d) Вважається, що валова сума виплат з Казни Франції, що передбачені підпунктом a), є дивідендами для цілей цієї Конвенції.

5. Резидент України, якій одержує дивіденди, що сплачуються компанією, яка є резидентом Франції, може одержувати відшкодування передплати тією мірою, якою вона була дійсно сплачена компанією стосовно таких дивідендів, якщо тільки він не має права на виплати з Казни Франції, що згадані у пункті 4. Валова сума передплати, яка була відшкодована, буде розглядатися як дивіденди для цілей цієї Конвенції. Вона підлягає оподаткуванню у Франції відповідно до положень пункту 2 або 3.

6. Термін "дивіденди" при використанні в цій статті означає доход від акцій, використання акцій або прав на використання акцій, акцій гірничодобувної промисловості, акцій засновників чи інших прав, які не є борговими вимогами, що дають право на участь у прибутку, а також доход, що розглядається як розподіл, відповідно до податкового законодавства тієї Договірної Держави, резидентом якої є компанія, що розподіляє прибуток. Зрозуміло, що Термін "дивіденди" не включає доход, згаданий у статті 16.

7. Положення пунктів 1, 2, 3, 4 і 5 не застосовуються, якщо особа, що фактично має право на дивіденди, яка є резидентом Договірної Держави, здійснює підприємницьку діяльність у другій Договірній Державі, резидентом якої є компанія, що сплачує дивіденди, через розташоване в ній постійне представництво, або надає в цій другій Державі незалежні особисті послуги з розташованої в ній постійної бази, і холдінг, стосовно якого сплачуються дивіденди, дійсно відноситься до такого постійного представництва або постійної бази. В такому випадку залежно від обставин застосовуються положення статті 7 або статті 14.

8. У разі, коли компанія, яка є резидентом однієї Договірної Держави, одержує прибуток або доход з другої Договірної Держави, ця друга Держава не може стягувати будь-яких податків з дивідендів, що сплачуються компанії, за винятком, коли ці дивіденди сплачуються резиденту цієї другої Держави, або якщо холдінг, стосовно якого сплачуються дивіденди, дійсно відноситься до постійного представництва або постійної бази, розташованих у цій другій Державі, і з нерозподіленого прибутку компанії не стягуються податки на нерозподілений прибуток, навіть якщо дивіденди сплачуються або нерозподілений прибуток складається повністю або частково з прибутку або доходу, що утворюються у цій другій Державі.

## СТАТТЯ 11

### Проценти



1. Проценти, що виникають у Договірній Державі і сплачуються резиденту другої Договірної Держави, будуть оподатковуватись тільки в цій другій Державі.

2. Однак стосовно будь-якого контракту, що стосується процентів, згаданих у пункті 1, який укладається на або після дати, коли ця Конвенція набуває чинності, будь-які такі проценти можуть також оподатковуватись у тій Договірній Державі, в якій вони виникають, і у відповідності до законодавства цієї Держави, але, якщо фактичний одержувач є резидентом другої Договірної Держави, то податок, що стягується таким чином, не повинен перевищувати:

a) 2 відсотки валової суми процентів, що сплачуються:

(i) у зв'язку з продажем у кредит будь-якого промислового, комерційного або наукового обладнання чи продажем або наданням у кредит будь-яких виробів чи послуг одним підприємством другому, або

(ii) за будь-якими позиками будь-якого виду, що надані банком або будь-якою іншою фінансовою установою;

b) 10 відсотків валової суми процентів у всіх інших випадках.

3. Незважаючи на положення пункту 2, проценти, про які йдеться у пункті 1, що виникають у Договірній Державі, підлягають звільненню від податків у цій Державі, якщо вони сплачуються:

a) цією Державою, її центральним банком, одним з її політико-адміністративних підрозділів або місцевими органами влади, або будь-яким агентством цієї Держави, підрозділу або органу влади, а також утвореними ними органами; або

b) другій Договірній Державі, її центральному банку, одному з її політико-адміністративних підрозділів або місцевим органам влади або будь-якому агентству цієї Держави, підрозділу або органу влади, а також утвореними ними органам; або

c) щодо будь-яких боргових зобов'язань або позик, гарантованих, застрахованих або таких, що фінансуються Договірною Державою, її центральним банком, одним з політико-адміністративних підрозділів або місцевими органами влади, або будь-якою особою, що діє від імені цієї Держави, підрозділу або органу влади.

4. Термін "проценти" при використанні в цій статті означає дохід від боргових вимог будь-якого виду, незалежно від іпотечного забезпечення і незалежно від володіння правом на участь у прибутках боржника, і

зокрема, доход від урядових цінних паперів і облігацій чи боргових вимог, включаючи премії та винагороди, що сплачуються стосовно таких цінних паперів, облігацій або боргових зобов'язань. Штрафні виплати, що стягуються за несвочасну сплату, не повинні розглядатися як проценти для цілей цієї статті. Термін "проценти" не включає будь-який вид доходу, що розглядається як дивіденди відповідно до положень статті 10.

5. Положення пунктів 1, 2 і 3 с) не застосовуються, якщо особа, що фактично має право на проценти, яка є резидентом однієї Договірної Держави, здійснює підприємницьку діяльність у другій Договірній Державі, в якій виникають проценти, через розташоване в ній постійне представництво, або надає в цій другій Державі незалежні особисті послуги з розташованою там постійною базою, і боргова вимога, на підставі якої сплачуються проценти, дійсно відноситься до такого постійного представництва або постійної бази. У такому випадку, залежно від обставин, застосовуються положення статті 7 або статті 14.

6. Вважається, що проценти виникають у Договірній Державі, якщо платником є резидент цієї Держави. Якщо, проте, особа, що сплачує проценти, незалежно від того, є вона резидентом Договірної Держави чи ні, має в Договірній Державі постійне представництво або постійну базу, у зв'язку з якими виникла заборгованість, по якій сплачуються проценти, і витрати по сплаті цих процентів несе постійне представництво або постійна база, то вважається, що такі проценти виникають у Державі, в якій розташоване постійне представництво або постійна база.

7. Якщо з причин особливих відносин між платником і особою, яка фактично має право на проценти, або між ними обома і будь-якою третьою особою, сума сплачуваних процентів, що стосується боргової вимоги, на підставі якої вона сплачується, перевищує суму, яка була б погоджена між платником і особою, яка фактично має право на одержання процентів, при відсутності таких відносин, положення цієї статті будуть застосовуватись тільки до останньої згаданої суми процентів. У такому випадку надмірна частина платежу, як і раніше, підлягає оподаткуванню відповідно до законодавства кожної Договірної Держави з належним урахуванням інших положень цієї Конвенції.

## **СТАТТЯ 12**

### **Роялті**

1. Роялті, які виникають у Договірній Державі і сплачуються резиденту другої Договірної Держави, можуть оподатковуватись у цій другій Державі.

2. Однак такі роялті можуть також оподатковуватись у Договірній Державі, в якій вони виникають, і відповідно до законодавства цієї Держави, але якщо фактичний власник роялті є резидентом другої Договірної Держави, то податок, що стягується таким чином, не повинен перевищувати 10 відсотків валової суми роялті.

3.

а) Незважаючи на положення пунктів 1 і 2, роялті, що виникають у Договірній Державі і фактично належать резиденту другої Договірної Держави, підлягають оподаткуванню тільки в цій другій Державі, якщо такі роялті є платежами будь-якого виду, що одержані за використання або за надання права на використання будь-якого комп'ютерного забезпечення, патенту, торгової марки, дизайну або моделі, плану, таємної формули або процесу, або за інформацію, яка стосується промислового, комерційного або наукового досвіду (ноу-хау).

б) Однак положення пункту а) застосовуються стосовно роялті, які є платежами за використання або надання права на використання будь-якої торгової марки, дизайну або моделі тільки після періоду 12 місяців, наступних за днем набуття чинності цією Конвенцією. Протягом цього періоду податок, що стягується в тій Договірній Державі, в якій виникають такі роялті, не повинен перевищувати 5 відсотків валової суми роялті, незважаючи на положення пункту 2.

4. Термін "роялті" при використанні в цій статті означає платежі будь-якого виду, що одержуються як відшкодування за користування або за надання права використання будь-яких авторських прав на твори літератури, мистецтва або науки, включаючи кінематографічні фільми, будь-які фільми або плівки для радіо чи телебачення, на будь-який патент, торгову марку, дизайн або модель, схему, таємну формулу або процес, або за інформацію щодо промислового, комерційного або наукового досвіду (ноу-хау).

5. Положення пунктів 1, 2 і 3 не застосовуються, якщо фактичний власник роялті, що є резидентом однієї Договірної Держави, здійснює підприємницьку діяльність у другій Договірній Державі, в якій виникають роялті, через розташоване там постійне представництво, або надає в цій другій Державі незалежні особисті послуги з розташованою там постійною бази, і право або майно, стосовно яких сплачуються роялті, дійсно пов'язані з цим постійним представництвом чи постійною базою. У такому випадку застосовуються положення статті 7 або статті 14 залежно від обставин.

6. Вважається, що роялті виникають у Договірній Державі, якщо платником є резидент цієї Держави. Якщо, проте, особа, що сплачує роялті, незалежно від того, є вона резидентом Договірної Держави чи ні, має у Договірній Державі постійне представництво або постійну базу, у зв'язку з якими виникло зобов'язання сплачувати роялті, і витрати по

сплаті цих роялті несе постійне представництво або постійна база, то вважається, що такі роялті виникають у Державі, в якій розташоване постійне представництво або постійна база.

7. Якщо з причин особливих відносин між платником і фактичним власником роялті або між ними обома і будь-якою третьою особою сума роялті, пов'язана з використанням, правом або інформацією, на підставі яких вони сплачуються, перевищує суму, яка була б узгоджена між платником і фактичним бенефіціаром за відсутності таких відносин, положення цієї статті будуть застосовуватись тільки до останньої згаданої суми. У цьому випадку надмірна частина платежу, як і раніше, підлягає оподаткуванню відповідно до законодавства кожної Договірної Держави з належним урахуванням інших положень цієї Конвенції.

## СТАТТЯ 13

### Доходи від відчужування майна

1. Доходи, що одержуються від відчужування нерухомого майна, як воно визначено у статті 6 і яке знаходиться у Договірній Державі, можуть оподатковуватись у цій Державі.

2. Доходи, одержувані від відчужування:

a) акцій, інших ніж акції, що котируються на фондовій біржі, або прав, які одержують свою вартість або більшу частину вартості прямо або посередньо від нерухомого майна, згаданого у статті 6 і розташованого в Договірній Державі, або

b) паїв у партнерстві, активи якого складаються переважно з нерухомого майна, згаданого у статті 6 і розташованого в другій Договірній Державі, або з акцій або прав, як вони визначені в підпункті a), можуть оподатковуватись у цій Державі.

3. Доходи від відчужування рухомого майна, що складає частину комерційного майна постійного представництва, яке підприємство Договірної Держави має в другій Договірній Державі, або від рухомого майна, яке відноситься до постійної бази, доступної резиденту Договірної Держави в другій Договірній Державі для цілей надання незалежних особистих послуг, які включають такі доходи від відчужування такого постійного представництва (окремо чи в сукупності з цілим підприємством) або такої постійної бази, можуть оподатковуватись у цій другій Державі.

4. Доходи, одержувані підприємством Договірної Держави від відчужування морських або повітряних суден, що експлуатуються таким

підприємством в міжнародних перевезеннях, або рухомого майна, що відноситься до експлуатації таких морських або повітряних суден. оподатковуються тільки в цій Державі.

5. Доходи від відчужування будь-якого майна, іншого ніж те, про яке йдеться у пунктах 1, 2, 3 і 4, підлягають оподаткуванню тільки в Договірній Державі, резидентом якої є особа, що відчужує майно, і у відповідності до законодавства цієї Держави.

## **СТАТТЯ 14**

### **Незалежні особисті послуги**

1. Доход, що одержується резидентом Договірної Держави щодо професійних послуг чи іншої діяльності незалежного характеру, оподатковується тільки в цій Державі, за винятком випадку, коли він володіє регулярно доступною постійною базою в другій Договірній Державі з метою проведення цієї діяльності. Якщо у нього є така постійна база, доход може оподатковуватись у другій Державі, але тільки тією мірою, якою він відноситься до цієї постійної бази.

2. Термін "професійні послуги" включає, зокрема, незалежну наукову, літературну, артистичну, художню, освітню або викладацьку діяльність, так само, як і незалежну діяльність лікарів, адвокатів, інженерів, архітекторів, стоматологів і бухгалтерів.

## **СТАТТЯ 15**

### **Залежні особисті послуги**

1. З урахуванням положень статей 16, 18, 19 і 20 платня, заробітна плата та інші подібні винагороди, що одержуються резидентом Договірної Держави у зв'язку з роботою за наймом, оподатковуються тільки в цій Державі, якщо тільки робота за наймом не здійснюється в другій Договірній Державі. Якщо робота за наймом здійснюється таким чином, одержана у зв'язку з цим винагорода може оподатковуватись у цій другій Державі.

2. Незалежно від положень пункту 1, винагорода, що одержується резидентом Договірної Держави у зв'язку з роботою за наймом, яка здійснюється в другій Договірній Державі, оподатковується тільки в першій згаданій Державі, якщо:

а) одержувач перебуває в другій Державі протягом періоду або періодів, що не перевищують у сукупності 183 днів протягом будь-якого дванадцятимісячного періоду, що починається або закінчується у даному фінансовому році; і

б) винагорода сплачується наймачем або від імені наймача, який не є резидентом другої Держави; і

с) витрати по сплаті винагород не несуть постійне представництво або постійна база, які наймач має в другій Державі.

3. Незалежно від попередніх положень цієї статті винагорода, що одержується у зв'язку з роботою за наймом, яка здійснюється на борту морського або повітряного судна, що експлуатується в міжнародних перевезеннях підприємством Договірної Держави, може оподатковуватись у цій Державі.

## **СТАТТЯ 16**

### **Гонорари директорів**

Директорські гонорари та інші аналогічні виплати, які одержуються резидентом однієї Договірної Держави як членом ради директорів компанії, яка є резидентом другої Договірної Держави, можуть оподатковуватись у цій другій Державі.

## **СТАТТЯ 17**

### **Артисти і спортсмени**

1. Незалежно від положень статей 14 і 15, доход, що одержується резидентом Договірної Держави як працівником мистецтв, таким як артист театру, кіно, радіо чи телебачення, або музикантом, або як спортсменом від його особистої діяльності, що здійснюється в другій Договірній Державі, може оподатковуватись у цій другій Державі.

2. Якщо доход від особистої діяльності, що здійснюється працівником мистецтв або спортсменом у цій своїй якості, нараховується не самому працівнику мистецтв чи спортсмену, а іншій особі, незалежно від того, є

вона резидентом однієї з Договірних Держав чи ні, цей дохід може незалежно від положень статей 7, 14 і 15 оподатковуватись у Договірній Державі, в якій здійснюється діяльність працівника мистецтв чи спортсмена.

3. Незважаючи на положення пункту 1, дохід, що одержується резидентом Договірної Держави як працівником мистецтв або спортсменом від його особистої діяльності, що здійснюється в другій Договірній Державі, підлягає оподаткуванню тільки в першій згаданій Державі, якщо така діяльність у цій другій Державі фінансується головним чином із суспільних фондів першої згаданої Держави або її політико-адміністративних підрозділів або місцевих органів влади або утворених ними органів.

4. Незважаючи на положення пункту 2, якщо дохід від особистої діяльності, що здійснюється резидентом Договірної Держави, який є працівником мистецтв або спортсменом у такій своїй якості в другій Договірній Державі, нараховується не працівнику мистецтв або спортсмену, а іншій особі, незалежно від того, є вона резидентом Договірної Держави чи ні, то цей дохід незалежно від положень статей 7, 14 і 15 підлягає оподаткуванню тільки в першій згаданій Державі, якщо ця інша особа фінансується головним чином із суспільних фондів цієї Держави або її політико-адміністративних підрозділів чи місцевих органів влади або утворених ними органів.

## СТАТТЯ 18

### Пенсії

1.

а) Відповідно до положень пункту 2 статті 19 пенсії й інші подібні винагороди, що сплачуються резиденту Договірної Держави за роботу за наймом у минулому, і будь-які анuitети, сплачувані такому резиденту, будуть оподатковуватись тільки в цій Державі;

б) Термін "анuitети" означає встановлену суму, сплачувану фізичній особі періодично в установленний час, під час її життя або під час визначеного або

встановленого періоду часу за зобов'язаннями зробити зворотні платежі для адекватної або повної компенсації у грошах або вартості грошей.

2. З урахуванням положень пункту 2 статті 19 і незважаючи на положення пункту 1, пенсії й інші подібні винагороди, що сплачуються у рамках пенсійної програми як частини системи соціального забезпечення Договірної Держави. Її політико-адміністративних підрозділів або місцевих органів влади, підлягають оподаткуванню тільки в цій Державі відповідно до законодавства цієї Держави в тій пропорції від щорічної суми такої пенсії й іншої подібної винагороди, що сплачується резиденту другої Договірної Держави, яка не перевищує загальної щорічної суми французької мінімальної пенсії. Вираз "французька мінімальна пенсія" означає пенсію, що сплачується робітникам пенсійного віку і додаткову пенсію або будь-яку по суті подібну мінімальну пенсію, яка може їх замінити.

## СТАТТЯ 19

### Державна служба

1.

а) Винагорода, інша ніж пенсія, що сплачується Договірною Державою або її політико-адміністративним підрозділом, або місцевим органом влади, або будь-яким з утворених ними органів будь-якій фізичній особі за службу, що здійснюється для цієї Держави, підрозділу або органу влади, або утвореного ними органу, оподатковується тільки в цій Державі.

б) Однак така винагорода оподатковується тільки в другій Договірній Державі, якщо послуги надаються в цій Державі і фізична особа є резидентом і громадянином цієї Держави і не є також громадянином першої згаданої Держави.

2.

а) Будь-яка пенсія, що сплачується Договірною Державою або її політико-адміністративним підрозділом чи місцевим органом влади або одним з утворених ними органів, або із створених ними фондів фізичній особі за службу, що здійснюється для цієї Держави, або підрозділу, або органу влади або утвореного ними органу, оподатковується лише в цій Державі.

б) Однак така пенсія буде оподатковуватись тільки в другій Договірній Державі, якщо фізична особа є її резидентом і громадянином цієї Держави і не є також громадянином першої згаданої Держави.



3. Положення статей 15, 16 і 18 будуть застосовуватись до винагород і пенсій стосовно служби, що здійснюється у зв'язку з проведенням підприємницької діяльності Договірною Державою або її політико-адміністративним підрозділом, або місцевим органом влади, або одним з утворених ними органів.

## **СТАТТЯ 20**

### **Студенти**

Платежі, одержувані студентом або стажувальником, який є або був безпосередньо до приїзду в Договірну Державу резидентом другої Договірної Держави і який перебуває у першій згаданій Державі виключно з метою навчання або одержання освіти, і призначені для проживання, навчання або одержання освіти, не оподатковуються в першій згаданій Державі, якщо джерела цих платежів знаходяться за межами цієї Держави.

## **СТАТТЯ 21**

### **Інші доходи**

1. Види доходів, які фактично належать резиденту Договірної Держави, незалежно від джерела їх виникнення, про які не йдеться у попередніх статтях цієї Конвенції, будуть оподатковуватись тільки в цій Державі.

2. Положення пункту 1 не застосовуються до доходів інших, ніж доходи від нерухомого майна, визначеного в пункті 2 статті 6, якщо одержувач таких доходів є резидентом однієї Договірної Держави, здійснює підприємницьку діяльність у другій Договірній Державі через розташоване в ній постійне представництво або надає в цій другій Державі незалежні особисті послуги через розташовану там постійну базу, і право або майно, у зв'язку з яким одержано доход, дійсно пов'язані з таким постійним представництвом або постійною базою. В такому випадку застосовуються положення статті 7 або статті 14 залежно від обставин.

## **СТАТТЯ 22**

### **Майно**

1. Майно, представлене нерухомим майном, про яке йдеться у статті 6 і яке розташоване у Договірній Державі, може оподатковуватись у цій Державі.

2. Майно, представлене:

а) акціями, іншими ніж акції, що котируються на фондовій біржі, або правами, які одержують свою вартість або більшу частину вартості прямо або посередньо від нерухомого майна, як воно визначене у статті 6 і розташованого в Договірній Державі, або

б) паями у партнерстві, активи якого складаються переважно з нерухомого майна, як воно визначене у статті 6 і розташованого в Договірній Державі, або з акцій або прав, як вони визначені в підпункті а), можуть оподатковуватись у цій Державі.

3. Майно, представлене рухомим майном, що є частиною комерційного майна постійного представництва, яке підприємство Договірної Держави має в другій Договірній Державі, або представлене рухомим майном, пов'язаним з постійною базою, доступною резиденту Договірної Держави в другій Договірній Державі з метою надання незалежних особистих послуг, може оподатковуватись у цій другій Державі.

4. Майно підприємства Договірної Держави, представлене морськими та повітряними судами, що експлуатуються таким підприємством у міжнародних перевезеннях, а також рухомим майном, пов'язаним з експлуатацією цих морських та повітряних суден, оподатковується тільки в цій Державі.

5. Усі інші елементи майна резидента Договірної Держави оподатковуються тільки в цій Державі.

## СТАТТЯ 23

### Усунення подвійного оподаткування

1. У Франції подвійне оподаткування усувається таким чином:

а) Незважаючи на будь-яке інше положення цієї Конвенції, доходи, які можуть оподатковуватись або підлягають оподаткуванню лише в Україні згідно з положеннями цієї Конвенції, приймаються до уваги при підрахунку французького податку, якщо такі доходи не звільнені від корпоративного податку згідно з французьким внутрішнім законодавством. У такому випадку український податок не повинен вираховуватись з таких доходів, але резидент Франції має право з урахуванням умов і обмежень,

передбачених підпунктами (i) та (ii), на податковий кредит проти французького податку. Такий податковий кредит повинен дорівнювати:

(i) у разі доходів інших, ніж згадані у підпункті (ii), сумі французького податку стосовно таких доходів за умови, що резидент Франції підлягає оподаткуванню стосовно таких доходів в Україні;

(ii) у разі доходів - що підлягають французькому корпоративному податку-згаданих у статті 7 і у пункті 3 статті 13, і у разі доходів, згаданих у статтях 10, 11, 12, у пунктах 1 і 2 статті 13, у пункті 3 статті 15, у статті 16 і у пунктах 1 і 2 статті 17, сумі податку, що сплачується в Україні, згідно з положеннями цих статей; однак такий податковий кредит не повинен перевищувати суму французького податку стосовно таких доходів.

b) Резидент Франції, який володіє майном, що може оподатковуватись в Україні, згідно з пунктами 1, 2 або 3 статті 22, також підлягає оподаткуванню у Франції стосовно такого майна. Французький податок підраховується шляхом надання податкового кредиту, що дорівнює сумі податку, що сплачується в Україні щодо такого майна. Однак такий податковий кредит не повинен перевищувати суму французького податку стосовно такого майна.

c)

(i) Зрозуміло, що вираз "сума французького податку стосовно таких доходів" при використанні в підпункті a) означає:

- якщо податок на такі доходи підраховується шляхом застосування пропорційної ставки, суму цих чистих доходів, перераховану за ставкою, яка дійсно застосовується до цих доходів;

- якщо податок на такі доходи підраховується шляхом застосування прогресивної шкали, суму даних чистих доходів, перераховану за ставкою податку, що виникає з співвідношення податку, який дійсно має бути сплачено на загальний чистий дохід, що оподатковується згідно з французьким законодавством, до суми цього загального чистого доходу.

Це тлумачення застосовується аналогічно з виразом "сума французького податку стосовно такого майна" при використанні у підпункті b).

(ii) Зрозуміло, що вираз "сума податку, що сплачується в Україні", при використанні у підпунктах a) і b) означає суму українського податку, яка дійсно і остаточно сплачується стосовно видів доходу або елементів майна, що розглядається, згідно з положеннями цієї Конвенції, резидентом Франції, який оподатковується стосовно цих доходів чи елементів майна, відповідно до французького законодавства.

2. В Україні подвійне оподаткування усувається таким чином:

а) З урахуванням положень законодавства України, що стосується звільнення податку, сплаченого на території за межами України (які не будуть суперечити головним принципам цього пункту), на французький податок, сплачений за законодавством Франції, та відповідно до цієї Конвенції прямо або шляхом вирахування, на прибуток, доходи з джерел, розташованих у Франції, або на майно, що підлягає оподаткуванню, розташоване у Франції, дозволяється кредит проти будь-якого українського податку, обчислюваного стосовно того ж прибутку, доходу або майна, стосовно яких обчислюється український податок;

б) Ці вирахування в будь-якому випадку не повинні перевищувати тієї частини податку з доходу, податку з прибутку або податків з майна, як було підраховано до надання вирахування, яка стосується доходу, прибутку або майна, що можуть оподатковуватись в Україні, залежно від обставин;

в) Якщо відповідно до будь-якого положення Конвенції одержуваний доход, прибуток або майно резидента України звільнено від податку в Україні, Україна може, незважаючи на це, при підрахунку суми оподаткування на частину доходу, прибутку або майна цього резидента, що залишилась, взяти до уваги звільнений доход, прибуток або майно;

д) Для цілей цього пункту доход, прибуток і доходи від відчуження майна, що належать резиденту України, які можуть оподатковуватись у Франції відповідно до цієї Конвенції, будуть вважатися такими, що виникають із джерел у Франції.

## СТАТТЯ 24

### Недискримінація

1. Фізичні особи, які є громадянами Договірної Держави, не будуть підлягати у другій Договірній Державі будь-якому оподаткуванню або пов'язаному з ним зобов'язанню, іншому або більш обтяжливому ніж оподаткування і пов'язані з ним зобов'язання, яким піддаються або можуть піддаватися фізичні особи, які є громадянами цієї другої Держави за тих же обставин, зокрема з точки зору резиденції. Це положення також застосовується, незалежно від положень статті 1, до фізичних осіб, які не є резидентами однієї або обох Договірних Держав.

2. Особи без громадянства, які є резидентами Договірної Держави, не будуть піддаватися в жодній з Договірних Держав будь-якому оподаткуванню або пов'язаному з ним зобов'язанню, іншому або більш обтяжливому, ніж оподаткування і пов'язані з ним зобов'язання, яким

фізичні особи, які є громадянами Держави, піддаються або можуть піддаватися за тих же умов, зокрема з точки зору резиденції.

3. Оподаткування постійного представництва, яке підприємство Договірної Держави має в другій Договірній Державі, не буде менш сприятливим у цій другій Державі, ніж оподаткування підприємств цієї другої Держави, які здійснюють подібну діяльність.

4. За винятком випадків, коли застосовуються положення пункту 1 статті 9, пункту 7 статті 11 або пункту 7 статті 12, проценти, роялті та інші виплати, що сплачуються підприємством Договірної Держави резиденту другої Договірної Держави, з метою визначення оподатковуваного прибутку такого підприємства будуть враховуватися за таких же умов, за яких вони сплачувались резиденту першої згаданої Держави. Таким же чином будь-які борги підприємства одній Договірній Державі резиденту другої Договірної Держави повинні, з метою визначення оподатковуваного майна цього підприємства, підлягати врахуванню за таких же умов, що й борги резидента першої згаданої Держави.

5. Підприємства Договірної Держави, майно яких повністю або частково належить або контролюється прямо чи посередньо одним або кількома резидентами другої Договірної Держави, не будуть піддаватися в першій згаданій Державі будь-якому оподаткуванню або пов'язаному з ним зобов'язанню, яке є іншим або більш обтяжливим ніж оподаткування і пов'язані з ним зобов'язання, яким піддаються або можуть піддаватися інші подібні підприємства першої згаданої Держави.

6. Положення цієї статті не будуть тлумачитись як зобов'язання Договірної Держави надавати резидентам другої Договірної Держави будь-яких персональних звільнень, пільг і вирахувань для податкових цілей на підставі громадянського статусу або сімейних зобов'язань, які надаються їй власним резидентам.

7. Звільнення або інші переваги, що передбачені податковим законодавством Договірної Держави для вигоди цієї Держави або її політико-адміністративних підрозділів, або місцевих органів влади, або утворених ними органів, які не займаються підприємницькою діяльністю, повинні застосовуватись за тих же умов відповідно до іншої Договірної Держави або її політико-адміністративних підрозділів, або місцевих органів влади, або утворених ними органів, які здійснюють таку ж або подібну діяльність. Незважаючи на положення пункту 9, положення цього пункту не будуть застосовуватись до податків або зобов'язань, що сплачуються за надані послуги.

8.

а) Внески, сплачувані фізичною особою, яка здійснює залежні особисті послуги в Договірній Державі, за пенсійною програмою, що встановлена і визнана для цілей оподаткування в другій Договірній Державі, підлягають вирахуванню в першій згаданій Державі при визначенні оподатковуваного доходу фізичної особи і розглядаються у цій Державі таким же чином і підлягають тим же умовам і обмеженням, як і внески, що сплачуються за пенсійною програмою, визнаною для цілей оподаткування в цій першій згаданій Державі за умови, що така фізична особа робила внески до цієї пенсійної програми (або в іншу пенсійну програму, яка заміняє цю пенсійну програму) до того часу, коли вона стала резидентом першої згаданої Держави або тимчасово перебуває у цій Державі і при умові, що цю пенсійну програму прийнято компетентними органами цієї Держави як таку, що в цілому відповідає пенсійній програмі, що визнана для цілей оподаткування цією Державою.

б) Для цілей підпункту а):

(i) вираз "пенсійна програма" означає угоду, в якій бере участь фізична особа з метою забезпечити пенсію по відставці, що сплачується стосовно залежних особистих послуг, згаданих у підпункті а); і

(ii) пенсійна програма визнається для цілей оподаткування у Державі, якщо внески по цій програмі мають право на податкове звільнення в цій Державі.

9. Положення цієї статті, незважаючи на положення статті 2, застосовуються до податків будь-якого виду і роду.

10. Якщо будь-який договір, угода або конвенція між Договірними Державами інші, ніж ця Конвенція, включають статтю про недискримінацію або статтю про національні переваги, то зрозуміло, що такі статті не застосовуються при вирішенні податкових питань.

## СТАТТЯ 25

### Процедура взаємного узгодження

1. Якщо особа вважає, що дії однієї або обох Договірних Держав призводять або призведуть до її оподаткування невідповідно до положень цієї Конвенції, вона може, незалежно від засобів захисту, передбачених національним законодавством цих Держав, подати свій випадок до компетентних органів Договірної Держави, резидентом якої вона є, або, якщо її випадок відпадає під дію пункту 1 статті 24, тієї Договірної Держави, громадянином якої вона є. Справа повинна бути подана протягом

трьох років з моменту першого пові домлення про дію, яка призводить до оподаткування, що не відповідає положенням Конвенції.

2. Компетентний орган прагнучиме, якщо він вважатиме заперечення обгрунтованим і якщо він сам не в змозі дійти до задовільного рішення, вирішити випадок за взаємною згодою з компетентним органом другої Договірної Держави з метою уникнення оподаткування, яке не відповідає Конвенції. Будь-яка досягнута домовленість повинна виконуватись незалежно від будь-яких обмежень часу, передбачених внутрішнім законодавством Договірних Держав.

3. Компетентні органи Договірних Держав прагнутимуть вирішувати за взаємною згодою будь-які труднощі або сумніви, що виникають при тлумаченні або застосуванні Конвенції. Вони можуть також консультуватись один з одним щодо уникнення подвійного оподаткування у випадках, які не передбачені Конвенцією.

4. Компетентні органи Договірних Держав або їх представники можуть вступати в прямі контакти один з одним з метою досягнення згоди в розумінні попередніх пунктів. Якщо для досягнення згоди потрібний усний обмін думками, то такий обмін може відбутись через комісію, що складається з компетентних органів Договірних Держав або їх представників.

5. Незважаючи на будь-який інший договір, угоду або конвенцію, в якій Договірні Держави є сторонами, податкові питання між Договірними Державами (включаючи сперечання щодо застосування цієї Конвенції) вирішуються лише згідно з цією статтею, якщо тільки компетентні органи не домовляться інакше.

## СТАТТЯ 26

### Обмін інформацією

1. Компетентні органи Договірних Держав обмінюються інформацією, необхідною для виконання положень цієї Конвенції або національних законодавств Договірних Держав, що стосуються податків, на які поширюється Конвенція, тією мірою, в якій оподаткування не суперечить цій Конвенції. Обмін інформацією не обмежується статтею 1. Будь-яка інформація, отримана Договірною Державою, буде вважатись конфіденційною таким же чином, як і інформація, що одержана у межах національного законодавства цієї Держави, і буде розкрита тільки особам або органам (включаючи суди і адміністративні органи), які займаються оцінкою або стягненням, примусовим стягненням або судовим

переслідуванням, або розглядом апеляцій стосовно податків, на які поширюється ця Конвенція. Такі особи чи органи будуть використовувати інформацію тільки з цією метою. Вони можуть розкривати інформацію в ході відкритого судового засідання або при прийнятті юридичних рішень.

Компетентні органи можуть узгоджувати відповідні умови, методи та техніку, що стосуються справ, щодо яких такий обмін інформацією може бути зроблений.

2. У жодному випадку положення пункту 1 не будуть тлумачитись як такі, що покладають на Договірну Державу зобов'язання:

a) здійснювати адміністративні заходи, такі, що відрізняються від законів або адміністративної практики цієї або другої Договірної Держави;

b) надавати інформацію, яку неможливо одержати за законодавством або в ході звичайної адміністративної практики цієї або другої Договірної Держави;

c) надавати інформацію, яка розкриває будь-яку торговельну, підприємницьку, промислову, комерційну або професійну таємницю або торговельний процес, або інформацію, розкриття якої суперечило б установленій практиці (суспільному порядку).

## СТАТТЯ 27

### Допомога у відшкодуванні

1. За запитом компетентних органів Договірної Держави (що надалі іменується як "Держава, яка заявляє") інша Договірна Держава (що надалі іменується як "Держава, до якої звертаються") повинна згідно з положеннями пункту 7 зробити необхідні кроки для відшкодування податкових позовів першої згаданої Держави так, як якщо б це були її власні податкові позови. Зрозуміло, що вираз "податковий позов" означає будь-яку суму податку, а також проценти з неї, сукупні пеню і штрафи, а також витрати, побічні щодо відшкодування, які належать до сплати, але ще не сплачені.

2. Положення пункту 1 повинні поширюватись тільки на податкові позови, які створюють інструмент, що дозволяє забезпечити їх стягнення у Державі, яка заявляє, та, якщо інше не було погоджено між компетентними органами влади, які не викликають заперечень.



3. Зобов'язання надавати допомогу у відшкодуванні податкових позовів, що стосуються померлої особи чи її маєтку, обмежується вартістю маєтку чи майна, які належать кожному з бенефіціарів маєтку, відповідно до того, чи повинен позов відшкодовуватися з маєтку, чи самими його бенефіціарами.

4. За запитом компетентних органів Держави, яка заявляє, компетентні органи Держави, до якої звертаються, повинні з метою відшкодування суми податку вжити заходів застереження, навіть якщо позов заперечується або ще не підпадає під дію інструменту, що дозволяє виконати рішення.

5. Запит про надання адміністративної допомоги повинен супроводжуватися:

a) декларацією, яка точно підтверджує характер податкового позову, і у разі відшкодування, підтверджує, що умови, передбачені пунктом 2, виконуються;

b) офіційним примірником документа, що дозволяє здійснити рішення у Державі, яка заявляє; і

c) будь-яким іншим документом, що потрібний для відшкодування або заходів застереження.

6. Документ, що дозволяє виконати рішення у Державі, яка заявляє, повинен, якщо це необхідно і згідно з діючими положеннями у Державі, до якої звертаються, бути прийнятим, визнаним, доповненим чи зміненим якомога швидше після дати одержання запиту про допомогу за рахунок документа, що дозволяє виконувати рішення у Державі, до якої звертаються.

7. Питання, що стосуються будь-якого періоду, за межами якого податковий позов не має сили, повинні регулюватися законодавством Держави, яка заявляє. Запит про допомогу у відшкодуванні повинен надавати докладне визначення цього періоду.

8. Акти відшкодування, здійснені Державою, до якої звертаються, згідно із запитом про допомогу, які відповідно до законів цієї Держави могли б призводити до припинення чи переривання періоду, згаданого у пункті 7, повинні також мати подібний ефект згідно з законами Держави, яка заявляє. Держава, до якої звертаються, повинна інформувати Державу, яка заявляє, про подібні акти.

9. Держава, до якої звертаються, може дозволити відстрочення платежу або виплати з розстроченням, якщо її закони чи адміністративна практика

дозволяють це зробити при подібних обставинах; однак спочатку вона повинна проінформувати Державу, яка заявляє.

10. Положення цієї статті повинні, незважаючи на положення статті 2, застосовуватись до податків будь-якого виду і роду.

## **СТАТТЯ 28**

### **Дипломатичні агенти і консульські службовці**

1. Ніщо у цій Конвенції не буде впливати на податкові привілеї членів дипломатичних місій, консульських постів і постійних місій міжнародних організацій, наданих за загальними нормами міжнародного права або відповідно до положень спеціальних угод.

2. Незважаючи на положення статті 4, фізична особа, яка є членом дипломатичної місії, консульського поста або постійної місії Договірної Держави, яка перебуває у другій Договірній Державі або в третій Державі, вважається, виходячи з цілей цієї Конвенції, резидентом відправляючої Держави, якщо в цій відправляючій Державі вона несе ту ж відповідальність щодо податку на її загальний дохід та майно, як і резиденти цієї Держави.

3. Конвенція не застосовується до міжнародних організацій, їх органів або їх службовців і до осіб, які є членами дипломатичної місії, консульського поста або постійної місії третьої Держави, що перебувають у Договірній Державі, і які не несуть в жодній з Договірних Держав таку ж саму відповідальність щодо податку на їх загальний дохід і майно, як і резиденти цієї Держави.

## **СТАТТЯ 29**

### **Спосіб застосування**

1. Компетентні органи Договірних Держав можуть вирішувати спільно або окремо спосіб застосування Конвенції.

2. Зокрема, з метою одержання в Договірній Державі переваг, передбачених статтями 10, 11 і 12, резиденти другої Договірної Держави повинні, якщо інше не вирішено компетентними органами, представити

форму посвідчення резиденції, яка передбачає, зокрема, характер і суму даного доходу і включає посвідчення податкової адміністрації цієї другої Держави.

## СТАТТЯ 30

### Набуття чинності

1. Кожна з Договірних Держав повідомить іншу по дипломатичних каналах про завершення процедур, необхідних для набуття чинності цієї Конвенцією. Ця Конвенція набуває чинності у перший день другого місяця, наступного за днем одержання останнього з таких повідомлень.

2. Положення цієї Конвенції матимуть дію:

(а) в Україні:

(i) стосовно податків на дивіденди, проценти або роялті для будь-яких платежів, зроблених на шістдесятий або після шістдесяти днів, наступних за днем, коли Конвенція набуває чинності;

(ii) стосовно податку на прибуток підприємств і податків на майно для будь-якого оподаткованого періоду, що починається з або після 1 січня календарного року, наступного за роком, в якому Конвенція набуває чинності;

(iii) стосовно прибуткового податку з громадян для будь-яких платежів, зроблених на шістдесятий або після шістдесяти днів, наступних за днем, коли Конвенція набуває чинності;

б) у Франції:

(i) стосовно податків на доход, стягнених у джерела, для оподатковуваних сум на шістдесятий або після шістдесяти днів, наступних за днем, коли Конвенція набуває чинності;

(ii) стосовно податків на доход, які не утримані у джерела, для доходу, що відноситься, залежно від обставин, до будь-якого календарного року або до звітного періоду, який починається після календарного року, в якому Конвенція набуває чинності;

(iii) стосовно усіх інших податків для оподаткування, податковий результат якого матиме місце після календарного року, в якому Конвенція набуває чинності.

3. Положення Конвенції, підписаної 4 жовтня 1985 р. між Урядом Французької Республіки і Урядом Союзу Радянських Соціалістичних Республік про уникнення подвійного оподаткування стосовно податків на доход (загальний протокол), також як і положення обміну листами, що підписані 14 березня 1967 р. стосовно оподаткування роялті, і угоди, що підписана 4 березня 1970 р. між Урядом Французької Республіки і Урядом Союзу Радянських Соціалістичних Республік про уникнення подвійного оподаткування стосовно повітряного і морського транспорту, і будь-яке інше податкове положення, включене до будь-якого договору або угоди між Урядом Французької Республіки і Урядом Союзу Радянських Соціалістичних Республік, припиняє свою дію між Францією і Україною з того дня, коли відповідні положення цієї Конвенції вперше розпочинають свою дію.

## СТАТТЯ 31

### Припинення дії

1. Ця Конвенція є чинною на невизначений час. Однак після періоду 5 календарних років з дня набуття Конвенцією чинності будь-яка з Договірних Держав може припинити її дію шляхом повідомлення про припинення дії у будь-якому календарному році через дипломатичні канали прийнятні за 6 місяців до закінчення цього року.

2. У такому разі Конвенція припиняє свою дію:

а) в Україні:

(i) стосовно податків на дивіденди, проценти або роялті для будь-яких платежів, зроблених на шістдесятий або після шістдесяти днів, наступних за днем подачі повідомлення про припинення дії;

(ii) стосовно податку на прибуток підприємств і податків на майно для будь-якого оподаткованого періоду, що починається з або після 1 січня календарного року, наступного за роком подачі повідомлення про припинення дії;

(iii) стосовно прибуткового податку з громадян для будь-яких платежів, зроблених після 1 січня календарного року, наступного за роком подачі повідомлення про припинення дії;

б) у Франції:

(i) стосовно податків на доход, стягнених у джерела, для оподатковуваних сум на шістдесятій або після шістдесяти днів, наступних за днем подачі повідомлення про припинення дії;

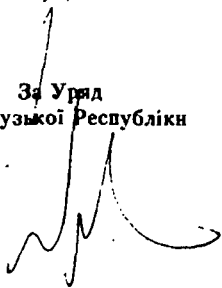
(ii) стосовно податків на доход, які не утримані у джерела, для доходу, що відноситься залежно від обставин до будь-якого календарного року або звітного періоду, який починається після календарного року подачі повідомлення про припинення дії;

(iii) стосовно всіх інших податків для оподаткування, податковий результат якого матиме місце після календарного року подачі повідомлення про припинення дії.

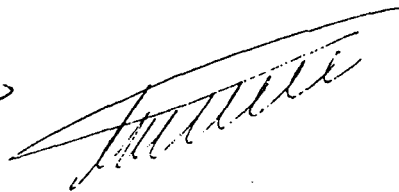
На засвідчення чого ті, що нижче підписалися, відповідним чином на те уповноважені, підписали цю Конвенцію.

Вчинено в м.Парижі, січня " " 1997 року, в двох примірниках французькою та українською мовами, тексти є однаково аутентичними

За Уряд  
Французької Республіки



За Уряд  
України



## ПРОТОКОЛ

Під час підготовки до підписання цієї Конвенції між Урядом Французької Республіки і Урядом України про уникнення подвійного оподаткування та попередження податкових ухилень стосовно податків на доходи і майно ті, що нижче підписалися, погодилися щодо наступних положень, які складають невід'ємну частину Конвенції (надалі "Конвенція").

1. Стосовно пункту 3 статті 2:

а) французький податок з жалування регулюється положеннями Конвенції, які застосовуються залежно від обставин до прибутку від підприємницької діяльності або доходу від незалежних особистих послуг;

б) зрозуміло, що посилання на український прибутковий податок з громадян і на український податок на майно громадян не повинно тлумачитись як таке, що перешкоджає застосуванню Конвенції до будь-якого українського податку на доход або майно громадян, які не є громадянами України або є особами без громадянства.

2. Зрозуміло, що термін "нерухоме майно", визначений у пункті 2 статті 6, включає в себе опціони, зобов'язання по продажу і подібні права щодо такого майна.

3. Стосовно статті 7:

а) якщо підприємство Договірної Держави продає товари або вироби або здійснює підприємницьку діяльність в іншій Договірній Державі через розташоване там постійне представництво, то прибуток цього постійного представництва повинен визначатися не на підставі загальної суми, що одержується підприємством, а тільки на підставі винагороди, що відноситься до фактичної діяльності постійного представництва щодо такого продажу або такої підприємницької діяльності;

б) у випадку контрактів, зокрема щодо обстеження, постачання, установки або спорудження промислового, комерційного або наукового обладнання або приміщення, або суспільних робіт, якщо підприємство має постійне представництво, то прибуток такого постійного представництва повинен визначатися не на підставі загальної суми контракту, а тільки на підставі тієї частини контракту, яка дійсно здійснюється постійним представництвом у тій Договірній Державі, в якій розташоване постійне представництво. Прибуток, що відноситься до тієї частини контракту, яка здійснюється в Договірній Державі, де міститься фактичний керівний орган підприємства, підлягає оподаткуванню тільки в цій Державі.

4. Стосовно статей 10 і 11 інвестиційна компанія або фонд, розташовані в Договірній Державі, де вони не підлягають оподаткуванню, згаданому в підпунктах а) (i) або (ii) або в підпунктах б) (i) або (ii) пункту 3 статті 2, і одержують дивіденди або проценти, що виникають в іншій Договірній Державі, можуть просити про загальну суму податкових знижок або звільнень, що передбачені Конвенцією, в тій пропорції такого доходу, яка відповідає правам у компанії або фонді, якими володіють резиденти першої згаданої Держави, і який оподатковується в руках цих резидентів.

5. Кожна з Договірних Держав прагне встановити процедури, які дають право платникам податків одержувати доход, що розглядається у статтях 10, 11 і 12, без оподаткування податками, що стягуються, якщо Конвенція передбачає оподаткування тільки у Державі резиденції. Якщо Конвенція передбачає оподаткування в Договірній Державі, де виникає доход, то кожна з Договірних Держав прагне встановити процедури, що дають право платникам податків одержувати доход з вирахуванням податку за ставкою, передбаченою у Конвенції. Якщо платником податків висунута вимога, то податок, стягнутий у джерела в Договірній Державі по ставці, передбаченій внутрішнім законодавством, повинен бути відшкодований у визначений час, якщо податок утримується за ставкою, що перевищує ту, яка передбачена цією Конвенцією.

6. У відношенні статті 12 платежі, що одержуються за технічні послуги, включаючи вивчення або обстеження наукового, геологічного або технічного характеру, або за технічними контрактами, включаючи проекти, що відносяться до них, або за консультаційні або управлінські послуги, розглядаються як платежі, що одержуються за інформацію, яка стосується промислового, комерційного або наукового досвіду.

7. Положення статті 16 застосовуються до доходу, згаданого в статті 62 Французького податкового кодексу, який одержує фізична особа, що є резидентом України, в якості партнера або менеджера компанії, яка є резидентом Франції і підлягає оподаткуванню в ній корпоративним податком.

8. Зрозуміло, що положення статті 21 не застосовуються, зокрема, до будь-яких дивідендів, процентів і роялті, визначених статтями 10, 11 і 12 відповідно.

9. Положення цієї Конвенції в жодному разі не перешкоджають Франції застосовувати положення статті 21 її податкового кодексу або будь-яких по суті подібних положень, які спроможні вносити поправки або замінити положення цієї статті.

10.

а) При підрахунку сплачуваного податку на доход або прибуток компанії або іншої організації, що оподатковується, яка є резидентом України і принаймні 20 відсотками якої володіє або контролює прямо або посередньо резидент або резиденти Франції, будуть дозволені:

(i) вирахування для процентів і роялті, що понесені для цілей торгівлі або підприємницької діяльності компанії або іншої організації, незалежно від того, були вони сплачені банку або іншій особі, і без врахування терміну позики, але ці вирахування не повинні відноситись до того обсягу, в якому такий дохід перевищує суму, яка була б узгоджена при відсутності будь-яких особливих відносин між платником і фактичним власником такого доходу;

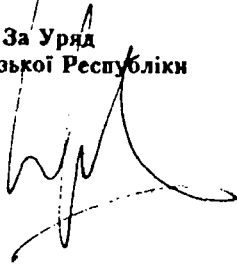
(ii) вирахування для фактичних жалювання, заробітної плати й інших винагород за особисті послуги і будь-які інші виплати, що сплачуються компанією або іншою організацією і понесені для цілей підприємницької діяльності.

б) Положення підпункту а) застосовуються аналогічно до будь-яких процентів, роялті, жалювання, заробітної плати й інших винагород за особисті послуги і до будь-яких інших винагород, що понесені постійним представництвом підприємства Франції або постійною базою резидента Франції.

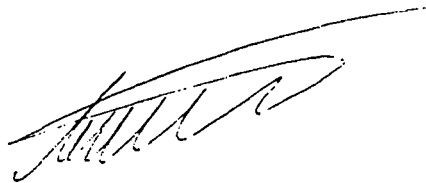
На посвідчення чого ті, що нижче підписалися, відповідним чином на те уповноважені, підписали цю Конвенцію.

Вчинено в м.Парижі, січня "                      " 1997 року, в двох примірниках французькою та українською мовами, тексти є однаково аутентичними.

**За Уряд  
Французької Республіки**



**За Уряд  
України**





[TRANSLATION -- TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF UKRAINE FOR THE  
AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF  
FISCAL EVASION AND FRAUD WITH RESPECT TO TAXES ON  
INCOME AND ON CAPITAL

The Government of the French Republic  
and  
the Government of Ukraine,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital, and confirming their wish to develop and strengthen their mutual economic relations, have agreed as follows:

*Article 1. Personal scope*

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

*Article 2. Taxes covered*

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its political subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by employers, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:

(a) In the case of France:

- (i) The income tax (l'impôt sur le revenu);
- (ii) The corporation tax (l'impôt sur les sociétés);
- (iii) The tax on wages or salaries (la taxe sur les salaires);
- (iv) The solidarity tax on capital (l'impôt de solidarité sur la fortune)

(hereinafter referred to as "French tax");

(b) In the case of Ukraine:

- (i) The tax on business profits;
- (ii) The income tax on citizens;
- (iii) The capital tax on enterprises;

(iv) The capital tax on citizens

(hereinafter referred to as "Ukrainian tax").

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any substantial changes which have been made in their respective taxation laws.

*Article 3. General definitions*

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

- (a) The term "France" means the European and overseas departments of the French Republic, including the territorial seas and any area beyond the territorial seas over which the French Republic, in accordance with international law, has sovereign rights for the purposes of the exploration and exploitation of the natural resources of the seabed and the subsoil thereof and the superjacent waters;
- (b) The term "Ukraine" in the geographical sense means the territory of Ukraine, its continental shelf and its exclusive maritime economic zone, including any area beyond its territorial seas in which Ukraine, in accordance with international law, exercises or may exercise rights with respect to the seabed, its subsoil and their natural resources;
- (c) The terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean France or Ukraine, as the context requires;
- (d) The term "political subdivisions" means the political subdivisions of Ukraine;
- (e) The term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;
- (f) The term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;
- (g) The terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
- (h) The term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;
- (i) The term "competent authority" means, in the case of France, the Minister in charge of the budget or his authorized representative; and, in the case of Ukraine, the Minister of Finance or his authorized representative.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State, any term not defined therein shall have the meaning which it has under the law of that State concerning the taxes to which the Convention applies. The meaning attributed to a term or expression

under the taxation law of that State shall take precedence over the meaning attributed to that term or expression under other branches of that State's law.

*Article 4. Resident*

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management, place of head or main office or any other criterion of a similar nature. However, this term does not include persons who are liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

- (a) He shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- (b) If the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;
- (c) If he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State of which he is a national;
- (d) If he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident of the State in which its place of effective management is situated.

4. The term "resident of a Contracting State" includes:

- (a) That State, its political subdivisions and local authorities and their bodies corporate governed by public law; and
- (b) When the State in question is France, companies and other bodies of persons if their place of effective management is situated in France and if each of their associates or other members is personally liable to tax on his share of the profits under French domestic law, whether such profits are distributed or not.

*Article 5. Permanent establishment*

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

- (a) A place of management;
- (b) A branch;

- (c) An office;
  - (d) A factory;
  - (e) A workshop;
  - (f) A mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources; and
  - (g) A fixed place of business used as a sales outlet.
3. (a) A building site or a construction, assembly or installation project shall not constitute a permanent establishment unless it continues for more than 12 months.
- (b) A facility or structure used for the exploration of natural resources shall not constitute a permanent establishment unless it is used for this purpose for more than six months.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:
- (a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
  - (b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
  - (c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
  - (d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information for the enterprise;
  - (e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
  - (f) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying out any combination of the activities referred to in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from such combination of activities is of a preparatory or auxiliary character.
5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person -- other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies -- is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.
6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.
7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on

business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

*Article 6. Income from immovable property*

1. Income derived from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in a Contracting State may be taxed in that State.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

5. Where shares or other rights in a company, trust or similar institution give rise to a right to dispose of immovable property situated in a Contracting State and owned by that company, trust or similar institution, the income derived from the direct use, letting or use in any other form of the said right may be taxed in that State, notwithstanding the provisions of articles 7 and 14.

*Article 7. Business profits*

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State, but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the business of the permanent establishment including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere. However, no such deduction shall be allowed in respect of amounts, if any, paid (otherwise than towards reimbursement of actual expenses) by the permanent establishment to the

head office of the enterprise or any of its other establishments, by way of royalties, as defined in article 12, or commission for specific services performed or for management, or, except in the case of a banking enterprise, by way of interest, as defined in article 11, on moneys lent to the permanent establishment. Likewise, no account shall be taken, in the determination of the profits of a permanent establishment, of amounts charged (otherwise than towards reimbursement of actual expenses) by the permanent establishment to the head office of the enterprise or any of its other establishments, by way of royalties, as defined in article 12, or commission for specific services performed or for management, or, except in the case of a banking enterprise, by way of interest, as defined in article 11, on moneys lent to the head office of the enterprise or any of its other establishments.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs of this article, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other articles of this Convention, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

#### *Article 8. Shipping and air transport*

1. Profits which an enterprise of a Contracting State derives from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. For the purposes of this article, profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall include:

- (a) Profits derived from the bareboat chartering of ships or aircraft operated in international traffic; and
- (b) Profits derived from the use, maintenance or leasing of containers (and trailers and related equipment for the transport of such containers) used to transport merchandise or products in international traffic, where such bareboat chartering of ships or aircraft or such use, maintenance or leasing of containers, as the case may be, is incidental to the operation of ships or aircraft in international traffic.

3. Profits of the kind referred to in paragraph 1 which an enterprise of a Contracting State derives from its participation in a pool, a joint business or an international operating agency may be taxed only in that State.

*Article 9. Associated enterprises*

1. Where:

- (a) An enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
- (b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises but, by reason of those conditions, have not so accrued may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State -- and taxes accordingly -- profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits, if it considers that such an adjustment is warranted. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall, if necessary, consult each other.

*Article 10. Dividends*

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:

- (a) Five per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which holds directly or indirectly at least:
  - (i) Ten per cent of the capital of the company paying the dividends, where that company is a resident of France;
  - (ii) Twenty per cent of the capital of the company paying the dividends, where that company is a resident of Ukraine;
- (b) Fifteen per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State may be taxed only in the other Contracting State if one or more companies which are residents of that other State are the beneficial owners of such dividends and if:

- (a) The company or companies hold, directly or indirectly, at least 50 per cent of the capital of the company paying the dividends and the total amount of their investments in that company is not less than 5 million French francs or the equivalent thereof in Ukrainian currency; or
- (b) Their investments in the company paying the dividends are guaranteed or insured by the other State, its central bank or any person acting on behalf of that other State.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

4. (a) Where a resident of Ukraine receives and is the beneficial owner of dividends paid by a company which is a resident of France and such dividends would give rise to a tax credit if received by a resident of France, he shall be entitled to a payment from the French Treasury in an amount equal to such tax credit, subject to the tax deduction provided for in paragraph 2 (b).
- (b) The provisions of subparagraph (a) shall apply only to residents of Ukraine who are:
- (i) Individuals; or
  - (ii) Companies which hold, directly or indirectly, less than 10 per cent of the capital of the company paying the dividends.
- (c) The provisions of subparagraph (a) shall apply only if the beneficial owner of the dividends:
- (i) Is subject to Ukrainian tax at the normal rate in respect of the dividends and of the payment from the French Treasury; and
  - (ii) Proves, at the request of the French tax authorities, that he is the owner of the shares in respect of which the dividends are paid and that the primary purpose, or one of the primary purposes, of holding the shares is not that of securing the benefit of subparagraph (a) for another person, whether or not he is a resident of a Contracting State.
- (d) The gross amount of the payment from the French Treasury referred to in subparagraph (a) shall be deemed to be a dividend for the purposes of this Convention.

5. Where a resident of Ukraine is not entitled to the payment from the French Treasury referred to in paragraph 4 but receives dividends paid by a company which is a resident of France, he shall be entitled to a refund of any prepayment actually paid by the company in respect of such dividends. The gross amount of the prepayment refunded shall be deemed to be a dividend for the purposes of this Convention. It shall be taxable in France in accordance with the provisions of paragraph 2 or 3.



6. The term "dividends" as used in this article means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the taxation laws of the Contracting State of which the company making the distribution is a resident. It is understood that the term "dividend" does not include the income referred to in article 16.

7. The provisions of paragraphs 1, 2, 3, 4 and 5 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State, of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

8. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

#### *Article 11. Interest*

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed only in that other State.

2. However, in respect of contracts generating interest to which paragraph 1 applies and concluded on or after the date of entry into force of this Convention, the interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but the tax so charged shall not exceed:

- (a) Two per cent of the gross amount of the interest paid:
  - (i) in connection with the sale on credit of any industrial, commercial or scientific equipment, or in connection with the sale or rendering on credit of any merchandise or service by one enterprise to another enterprise; or
  - (ii) on any loan of whatever kind granted by a bank or any other financial institution;
- (b) Ten per cent of the gross amount of interest in all other cases.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, the interest referred to in paragraph 1 arising in a Contracting State shall be exempt from taxation in that State if:

- (a) The payer of the interest is that State itself, its central bank, one of its bodies corporate governed by public law or one of its political subdivisions or local authorities, or one of their bodies corporate governed by public law; or

- (b) The interest is paid to the other Contracting State, its central bank, one of its bodies corporate governed by public law or one of its political subdivisions or local authorities, or one of their bodies corporate governed by public law; or
- (c) The interest is paid in respect of a debt-claim or loan guaranteed, insured or facilitated by a Contracting State, its central bank, a political subdivision or local authority thereof or any person acting on behalf of that State or a political subdivision or local authority thereof.

4. The term "interest" as used in this article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this article. The term "interest" shall not include items of income which are regarded as dividends under the provisions of article 10.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 (c) shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State, in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such cases, the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

#### *Article 12. Royalties*

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the royalties is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. (a) Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is the beneficial owner of the royalties may be taxed only in that other State if the royalties consist of payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any software or any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience (know-how).
- (b) However, the provisions of subparagraph (a) shall not apply to royalties consisting of payments received as a consideration for the use of, or the right to use, any trade mark, design or model until after the expiry of the 12-month period immediately following the entry into force of this Convention. During this period, the tax imposed in the Contracting State in which such royalties arise shall not exceed 5 per cent of the gross amount of the royalties, notwithstanding the provisions of paragraph 2.
4. The term "royalties" as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematographic films, or recorded works used for radio or television broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience (know-how).
5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State, in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such cases, the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.
6. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.
7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

#### *Article 13. Capital gains*

1. Gains derived from the alienation of immovable property, as defined in article 6, situated in a Contracting State may be taxed in that State.

2. Gains derived from the alienation of:

- (a) Shares not listed on a stock exchange or rights which derive most or all of their value directly or indirectly from immovable property, as defined in article 6, situated in a Contracting State, or
- (b) Rights in a partnership or other body of persons the business property of which consists principally of immovable property, as defined in article 6, situated in a Contracting State, or shares or rights of the kind referred to in subparagraph (a),

may be taxed in that State.

3. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including gains from the alienation of such permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

4. Gains which an enterprise of a Contracting State derives from the alienation of ships or aircraft operated by that enterprise in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that State.

5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident and according to the laws of that State.

*Article 14. Independent personal services*

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State, unless the said resident has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base available to him, such income may be taxed in the other State, but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term "professional services" includes, especially, independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities, as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

*Article 15. Dependent personal services*

1. Subject to the provisions of articles 16, 18, 19 and 20, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- (a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days during any period of 12 months commencing or terminating in the fiscal year concerned; and
- (b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and
- (c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State may be taxed in that State.

#### *Article 16. Directors' fees*

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

#### *Article 17. Entertainers and athletes*

1. Notwithstanding the provisions of articles 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in his capacity as such accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, whether that person is a resident of a Contracting State or not, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, income derived by an entertainer or an athlete from his personal activities as such exercised in the other Contracting State may be taxed only in the first-mentioned State when those activities in the other State are financed principally from public funds of the first-mentioned State, of its political subdivisions or local authorities or of their bodies corporate governed by public law.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete who is a resident of a Contracting State in his capacity as an entertainer or an athlete in the other Contracting State accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, whether that person is a resident of a Contracting State or not, that income shall, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxable only in the first-mentioned State when that other person is financed principally from public funds of that State, of its political subdivisions or local authorities or of their bodies corporate governed by public law.

*Article 18. Pensions*

1. (a) Subject to the provisions of paragraph 2 of article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment and annuities paid to such resident shall be taxable only in that State.
- (b) The term "annuity" means a stated sum payable to an individual periodically at stated times during his life or during a specified or ascertainable period of time under an obligation to make such payments in return for adequate and full consideration in money or money's worth.
2. Subject to the provisions of paragraph 2 of article 19 and notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this article, pensions and other similar remuneration paid under a retirement scheme which is part of the social security system of a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof shall be taxable only in that State and according to the laws of that State, but only so much of the total annual amount of such pensions and other similar remuneration paid to a resident of the other Contracting State as does not exceed the total annual amount of the French minimum retirement benefit. The term "French minimum retirement benefit" means the benefit for retired employees and the supplementary benefit, or any similar minimum retirement benefit which may replace the said benefits.

*Article 19. Government service*

1. (a) Remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof or by one of their bodies corporate governed by public law to an individual in respect of services rendered to that State, subdivision, authority or body corporate shall be taxable only in that State.
- (b) However, such remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that other State and the individual is a resident of that State and is a national of that State without at the same time being a national of the first-mentioned State.
2. (a) Any pension paid by or out of funds created by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof or one of their bodies corporate governed by public law to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority or body corporate shall be taxable only in that State.
- (b) However, such pension shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of that State and is a national of that State without at the same time being a national of the first-mentioned State.
3. The provisions of articles 15, 16 and 18 shall apply to remuneration and pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof or by one of their bodies corporate governed by public law.

*Article 20. Students*

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

*Article 21. Other income*

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, of which such resident is the beneficial owner and which are not dealt with in the foregoing articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

*Article 22. Capital*

1. Capital represented by immovable property as defined in article 6 and situated in a Contracting State may be taxed in that State.

2. Capital represented by:

- (a) Shares not listed on a stock exchange or rights which derive most or all of their value, directly or indirectly, from immovable property as defined in article 6 and situated in a Contracting State, or
- (b) Rights in a partnership or other body of persons the business property of which consists principally of immovable property as defined in article 6 and situated in a Contracting State, or of shares or rights of the kind referred to in subparagraph (a),

may be taxed in that State.

3. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

4. Capital of an enterprise of a Contracting State represented by ships or aircraft operated by that enterprise in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that State.

5. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

*Article 23. Elimination of double taxation*

1. In the case of France, double taxation shall be eliminated as follows:

- (a) Notwithstanding any other provision of this Convention, income which is taxable or taxable only in Ukraine in accordance with the provisions of this Convention shall be taken into account for the computation of French tax where such income has not been exempted from the corporation tax in accordance with French domestic law. In such case, Ukrainian tax shall not be deductible from that income, but the resident of France shall be entitled, under the conditions and within the limits specified in subparagraphs (i) and (ii), to a tax credit against French tax. Such tax credit shall be equal:
  - (i) in the case of income not mentioned in subparagraph (ii), to the amount of French tax attributable to such income, provided that the resident of France is subject to Ukrainian tax in respect of that income;
  - (ii) in the case of the income -- subject to French corporation tax -- referred to in article 7 and paragraph 3 of article 13, and in the case of the income referred to in articles 10, 11 and 12, paragraphs 1 and 2 of article 13, paragraph 3 of article 15, article 16 and paragraphs 1 and 2 of article 17, to the amount of tax paid in Ukraine in accordance with the provisions of those articles; however, such tax credit may not exceed the amount of French tax in respect of such income.
- (b) A resident of France who owns capital which is taxable in Ukraine in accordance with the provisions of paragraphs 1, 2 or 3 of article 22 may also be taxed in France on such capital. The French tax shall be computed by allowing a tax credit equal to the amount of tax paid in Ukraine on such capital. Such tax credit shall not, however, exceed the amount of French tax attributable to such capital.
- (c) (i) It is understood that the term "amount of French tax attributable to such income" used in subparagraph (a) means:
  - where the tax payable in respect of such income is computed by the application of a proportional rate, the product of the amount of the net income in question multiplied by the rate effectively applied thereto;
  - where the tax payable in respect of such income is computed by the application of a progressive scale, the product of the amount of the net income in question multiplied by the rate resulting from the ratio between the tax effectively payable in respect of the overall taxable net income under French law and the amount of that overall net income.

This interpretation applies by analogy to the term "amount of French tax attributable to such capital" used in subparagraph (b).



(ii) It is understood that the term "amount of tax paid in Ukraine" used in subparagraphs (a) and (b) means the amount of Ukrainian tax effectively and definitively paid in respect of the income or elements of capital in question, in accordance with the provisions of the Convention, by the resident of France who is taxed on such income or elements of capital under French law.

2. In the case of Ukraine, double taxation shall be eliminated as follows:

- (a) Subject to the provisions of Ukrainian law concerning the elimination of double taxation in respect of taxes payable in a territory outside Ukraine (which shall not affect the general principle hereof), the French tax payable under French law and in accordance with this Convention, whether directly or by deduction, on income or profits from French sources or on taxable property situated in France shall be allowed as a credit against the Ukrainian tax computed by reference to the same income, profits or property by reference to which the Ukrainian tax is computed.
- (b) Such deductions in either case shall not exceed that part of the tax on income, profits or property, as computed before the deduction is given, which is attributable, as the case may be, to the income, profits or property which may be taxed in Ukraine.
- (c) Where, in accordance with any provision of this Convention, income or profits derived or property owned by a resident of Ukraine is exempt from tax in Ukraine, Ukraine may nevertheless, in calculating the amount of tax on the remaining income or profits or property of such resident, take into account the exempted income or profits or property.
- (d) For the purposes of this paragraph, income, profits or capital gains of a resident of Ukraine which may be taxed in France in accordance with the provisions of this Convention shall be deemed to arise from sources in France.

*Article 24. Non-Discrimination*

1. Individuals possessing the nationality of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which individuals possessing the nationality of that other State in the same circumstances, particularly with regard to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of article 1, also apply to individuals who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. Stateless persons who are residents of a Contracting State shall not be subjected in either Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which individuals possessing the nationality of the State concerned in the same circumstances, particularly with regard to residence, are or may be subjected.

3. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.

4. Except where the provisions of paragraph 1 of article 9, paragraph 7 of article 11 or paragraph 7 of article 12 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

5. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

6. The provisions of this article shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

7. The tax exemptions and other tax advantages provided for by the tax laws of a Contracting State for the benefit of that State, its political subdivisions or local authorities or their bodies corporate governed by public law whose activities are not of a business nature shall apply, under the same conditions respectively, to the other Contracting State, to its political subdivisions or local authorities or to their bodies corporate governed by public law which are carrying out identical or substantially similar activities. Notwithstanding the provisions of paragraph 9, the provisions of this paragraph shall not apply to taxes payable in respect of services rendered.

8. (a) Where an individual exercises an employment in a Contracting State, contributions paid by such individual to a pension scheme established and recognized for tax purposes in the other Contracting State shall be deductible in the first-mentioned State for the determination of the individual's taxable income, and shall receive the same tax treatment in the first-mentioned State as contributions to a pension scheme recognized for tax purposes in that first-mentioned State and subject to the same conditions and restrictions, if the individual contributed to that pension scheme (or to another scheme which that scheme has replaced) before becoming a resident of or temporarily present in the first-mentioned State and if the pension scheme is recognized by the competent authority of that State as corresponding in general to a pension scheme recognized for tax purposes in that State.

(b) For the purposes of subparagraph (a):

(i) The term "pension scheme" means a scheme in which an individual participates in order to receive pension benefits payable in respect of the employment referred to in subparagraph (a), and

(ii) A pension scheme is recognized for tax purposes in a Contracting State if contributions to that scheme give rise to an entitlement to tax relief in that State.

9. The provisions of this article shall, notwithstanding the provisions of article 2, apply to taxes of every kind and description.

10. If a treaty, agreement or convention to which the Contracting States are parties, other than the present Convention, includes a non-discrimination or most-favoured-nation clause, it is understood that such clauses shall not apply to matters relating to taxation.

*Article 25. Mutual agreement procedure*

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of article 24, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with this Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time-limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States or their representatives may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs of this article. When it seems advisable in order to reach agreement to have an oral exchange of opinions, such exchange may take place through a commission consisting of the competent authorities of the Contracting States or their representatives.

5. Notwithstanding any other treaty, agreement or convention to which the Contracting States are parties, tax issues between the Contracting States (including disputes as to whether the present Convention applies) shall be decided upon solely in accordance with the provisions of this article, unless the competent authorities otherwise agree.

*Article 26. Exchange of information*

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic

laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State, and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes which are the subject of the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. The competent authorities may agree on appropriate conditions, methods and techniques for the exchange of such information.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- (a) To carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- (b) To supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- (c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

#### *Article 27. Assistance in recovery*

1. At the request of the competent authority of a Contracting State (hereinafter referred to as the "applicant State"), the other Contracting State (hereinafter referred to as the "requested State") shall, subject to the provisions of paragraph 7, recover tax claims of the first-mentioned State in the manner in which it would recover its own tax claims. It is understood that the term "tax claims" means any amount of tax plus interest, fines or fiscal penalties and recovery costs relating thereto which are due and not yet paid.

2. The provisions of paragraph 1 shall apply only to tax claims which form the subject of an instrument permitting their enforcement in the applicant State and, unless otherwise agreed between the competent authorities, which are not contested.

3. The obligation to provide assistance in the recovery of tax claims concerning a deceased person or his estate is limited to the value of the estate or the property acquired by each beneficiary of the estate, according to whether the claim is to be recovered from the estate or from the beneficiaries thereof.

4. At the request of the competent authority of the applicant State, the requested State shall, with a view to the recovery of an amount of tax, take measures of conservancy even if the claim is contested or is not yet the subject of an instrument permitting enforcement.

5. The request for administrative assistance shall be accompanied by:

- (a) A certificate specifying the nature of the tax claim and, with respect to recovery, indicating that the conditions of paragraph 2 have been met;

- (b) An official copy of the instrument permitting enforcement in the applicant State; and
- (c) Any other document required for recovery or for the taking of measures of conservancy.

6. The instrument permitting enforcement in the applicant State shall, where appropriate and in accordance with the provisions in force in the requested State, be accepted, recognized, supplemented or replaced as soon as possible after the date of receipt of the request for assistance by an instrument permitting enforcement in the requested State.

7. Questions concerning the period beyond which a tax claim cannot be enforced shall be governed by the domestic law of the applicant State. The request for assistance shall give particulars concerning that period.

8. Acts of recovery carried out by the requested State in pursuance of a request for assistance, which, according to the domestic law of that State, would have the effect of suspending or interrupting the period mentioned in paragraph 7 shall also have this effect under the domestic law of the applicant State. The requested State shall inform the applicant State of such acts.

9. The requested State may allow deferral of payment or payment by instalments, if its domestic law or administrative practice permit it to do so in similar circumstances, but it shall first inform the applicant State.

10. The provisions of this article shall, notwithstanding the provisions of article 2, apply to taxes of every kind and description.

#### *Article 28. Diplomatic and consular officers*

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions, consular posts or permanent delegations to international organizations under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. Notwithstanding the provisions of article 4, any individual who is a member of a diplomatic mission, a consular post or a permanent delegation of a Contracting State situated in the other Contracting State or in a third State shall, for the purposes of the Convention, be deemed to be a resident of the accrediting State, provided that the individual is subject in such accrediting State to the same tax liability on his total income and capital as residents of that State.

3. The Convention shall not apply to international organizations, their organs or their staff, or to persons who are members of a diplomatic mission, a consular post or a permanent delegation of a third State who are present in the territory of a Contracting State and are not subject in a Contracting State to the same tax liability on their total income and capital as residents of that State.

#### *Article 29. Procedures for implementation*

1. The competent authorities of the Contracting States may decide either jointly or separately on procedures for the implementation of this Convention.

2. In particular, in order to obtain in a Contracting State the advantages provided for in articles 10, 11 and 12, residents of the other Contracting State shall, unless the competent authorities otherwise provide, submit a proof of residence form certified by the tax authorities of that other State and indicating, inter alia, the nature and amount of the income in question.

*Article 30. Entry into force*

1. Each Contracting State shall notify the other, through the diplomatic channel, of the completion of the procedures required in that State for the entry into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the first day of the second month following the receipt of the second such notification.

2. The provisions of the Convention shall apply:

(a) In France:

(i) In respect of income taxes withheld at the source, to sums taxable on or after the sixtieth day after the date on which the Convention enters into force;

(ii) In respect of income taxes not withheld at the source, to income pertaining, as the case may be, to any calendar year or any fiscal year beginning after the calendar year in which the Convention enters into force;

(iii) In respect of other taxes, to taxation the taxable event in respect of which occurs after the calendar year in which the Convention enters into force;

(b) In Ukraine:

(i) In respect of taxes on dividends, interest or royalties, to any payments made on or after the sixtieth day after the date on which the Convention enters into force;

(ii) In respect of taxes on business profits and on capital, to taxation periods beginning on or after 1 January of the calendar year immediately following that in which the Convention enters into force;

(iii) In respect of income tax on citizens, to payments made on or after the sixtieth day after the date on which the Convention enters into force.

3. The provisions of the Convention of 4 October 1985 between the Government of the French Republic and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics for the avoidance of double taxation on income (with protocol) and the provisions of the exchange of letters between France and the Soviet Union of 14 March 1967 concerning the tax regime for Soviet patents in France and vice versa, as well as the exchange of letters of 4 March 1970 for the avoidance of double taxation in the field of air and maritime transport between France and the Union of Soviet Socialist Republics and any other tax provisions included in any treaty or agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics shall cease to have effect between France and Ukraine as from the date on which the corresponding provisions of the present Convention become applicable for the first time.

*Article 31. Termination*

1. This Convention shall remain in force indefinitely. However, after a period of five calendar years from the date of the entry into force of the Convention, either Contracting State may terminate it by giving notice of termination through the diplomatic channel at least six months before the end of any calendar year.

2. In such event, the Convention shall no longer apply:

(a) In France:

(i) In respect of income taxes withheld at the source, to sums taxable on or after the sixtieth day after the date on which the notice of termination is given;

(ii) In respect of income taxes not withheld at the source, to income pertaining, as the case may be, to any calendar year or any fiscal year beginning after the calendar year in which the notice of termination is given;

(iii) In respect of other taxes, to taxation the taxable event in respect of which occurs after the calendar year in which the notice of termination is given;

(b) In Ukraine:

(i) In respect of taxes on dividends, interest or royalties, to payments made on or after the sixtieth day after the date on which the notice of termination is given;

(ii) In respect of taxes on business profits and on capital, to taxation periods beginning on or after 1 January of the calendar year following that in which the notice of termination is given;

(iii) In respect of income tax on citizens, to payments made on or after 1 January of the calendar year following that in which the notice of termination is given.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

Done at Paris on 31 January 1997 in the French and Ukrainian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

YVES GALLAND

For the Government of Ukraine:

GUENNADY UDOVENKO

PROTOCOL

At the time of signing the Convention between the Government of the French Republic and the Government of Ukraine for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital, the undersigned have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Convention (hereinafter referred to as "the Convention").

1. With respect to article 2, paragraph 3:
  - (a) The French tax on wages or salaries is covered by the provisions of the Convention which apply, as the case may be, to business profits or to income derived in respect of independent personal services;
  - (b) It is understood that the reference to the Ukrainian income tax on citizens and the Ukrainian capital tax on citizens shall not be construed as preventing the application of the Convention to the Ukrainian income tax or capital tax on nationals other than Ukrainian citizens or on stateless persons.
2. It is understood that the term "immovable property", as defined in paragraph 2 of article 6, includes options, promises of sale and similar rights pertaining to such property.
3. With respect to article 7:
  - (a) Where an enterprise of a Contracting State sells merchandise or carries on an activity in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, the profits of such permanent establishment shall be computed not on the basis of the total amount received by the enterprise, but solely on the basis of the earnings attributable to the actual activity of the permanent establishment in respect of such sales or activity;
  - (b) In the case of contracts, in particular research contracts and contracts for the supply of goods or for construction or installation projects in relation to industrial, commercial or scientific equipment or facilities, or for public works, where the enterprise has a permanent establishment, the profits of such permanent establishment shall be determined not on the basis of the total amount of the contract, but solely on the basis of the proportion of the contract which is actually performed by that permanent establishment in the Contracting State in which it is situated. The profits pertaining to the proportion of the contract which is performed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated shall be taxable only in that State.
4. With respect to articles 10 and 11, an investment fund or company situated in a Contracting State in which it is not subject to the taxes referred to in paragraph 3 (a) (i), (a) (ii), (b) (i) or (b) (ii) of article 2, and which receives dividends or interest from sources in the other Contracting State may apply for all the tax reductions or exemptions provided for in the Convention in respect of so much of the income as corresponds to rights held in the fund or company by residents of the first-mentioned State and which is taxable in respect of such residents.



5. Each Contracting State shall endeavour to institute procedures enabling taxpayers to receive the income referred to in articles 10, 11 and 12 without withholding any tax at the source where the Convention provides for exclusive taxation in the State of residence. Where the Convention provides for taxation in the Contracting State in which the income arises, each Contracting State shall endeavour to institute procedures enabling taxpayers to receive such income after deduction of the amount of tax authorized by the Convention. Where the taxpayer so requests, tax withheld at the source in a Contracting State at the rate provided for in its domestic law shall be refunded as soon as possible to the extent that it exceeds the amount of tax authorized by the Convention.

6. With respect to article 12, remuneration for technical services, including scientific, geological or technical studies or analyses, engineering services, including plans pertaining thereto, or consultancy or oversight services shall not be regarded as remuneration paid for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

7. The provisions of article 16 shall apply to the income referred to in article 62 of the French General Tax Code when it is received by an individual who is a resident of Ukraine in his capacity as a partner or manager in a company which is a resident of France and which is subject to the French corporation tax.

8. It is understood that the provisions of article 21 do not apply, *inter alia*, to dividends, interest and royalties as defined in articles 10, 11 and 12, respectively.

9. Nothing in this Convention shall in any way prevent France from applying the provisions of article 212 of its General Tax Code or such other similar provisions as may amend or replace those of that article.

10. (a) For the computation of the amount of tax due on its income or profits, a company or other taxable entity which is a resident of Ukraine and of which at least 20 per cent is held or controlled by one or more residents of France shall be entitled to deduct:

(i) The interest and royalties borne by such company or entity for the purposes of its business activity, whether paid to a bank or to another person and irrespective of the term of the loan; however, such deduction may not exceed the amount which would have been agreed upon in the absence of a special relationship between the borrower and the beneficial owner of such income;

(ii) The salaries, wages and other remuneration borne by such company or entity and paid in consideration of services rendered, and any other expenditure borne by such company or entity for the purposes of its business activity.

(b) The provisions of subparagraph (a) shall apply by analogy to interest, royalties, salaries, wages and other remuneration paid in consideration of services rendered and any other expenditure borne by a permanent establishment of a French enterprise or by a fixed base of a resident of France.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Protocol.

Done at Paris on 31 January 1997 in the French and Ukrainian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

YVES GALLAND

For the Government of Ukraine:

GUENNADY UDOVENKO